

2011

MAI

N°21
4€

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

LA REVUE **TOUT!**
est à nous



DOSSIER **G8 / G20**
PAS QUESTION DE PAYER
LEURS CRISES

SOMMAIRE

Jean-François Cabral Éditorial *L'insolence des riches*

P3

ACTU

Mélanie Souad et Romain Hingant Égypte: entretien avec **Tamer Wageeh**

P5

Commission Maghreb du NPA Tunisie: un travail est un droit, **bande de voleurs!**

P8

Pierre Rousset Six semaines après **la catastrophe humanitaire au Japon**

P11

Pierre Baton Zyed et Bouna **la justice n'aura pas lieu**

P13

Léa Guichard Pass santé contraception **un progrès limité**

P15

DOSSIER

Flavia Verri G8-G20: dégagez! **Au Sud comme au Nord: pas question de payer leurs crises!**

P16

Guillaume Floris G20 «social» **mensonge du capital**

P18

Henri Wilno Situation économique internationale **et G8**

P19

Thomas Couderette Pour une transition énergétique: **sortir du nucléaire et des énergies fossiles**

P20

Catherine Faivre d'Arcier Matières premières **et souveraineté alimentaire**

P21

Commission migrations et antiracisme Deux mobilisations, **un seul combat**

P22

REPÈRES

François Coustal Il y a trente ans, le 10 mai 1981 **On a gagné?**

P23

Cap sur l'Élysée **La longue marche de François Mitterrand**

P26

Pendant ce temps **À gauche de l'Union**

P29

NOTES DE LECTURE

Léa Guichard Autour de **la galaxie Dieudonné**

P30

Bernard Galin Où va **le syndicalisme français?**

P31

Georges Ubbiali Itinéraire **d'un OS**

P32

Samy Johsua La terre **des mythes et des savoirs**

P34

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue : contact-revue@npa2009.org



L'insolence des riches

PAR JEAN-FRANÇOIS CABRAL

Jamais cet adage n'aura été vérifié d'une manière aussi provocante : en période de crise les pauvres trinquent, les riches se gobergent. Une série d'études en France vient de le confirmer, à commencer par celle de la Banque de France sur les ménages surendettés. Ces derniers ne représentent il est vrai que 3% de l'ensemble. Mais le scandale n'en est pas moins grand.

Ils sont 900 000, en augmentation de 17% par rapport à 2010. Plus de la moitié gagne moins que le Smic, certains sont au RSA (460 euros par mois). Mais le niveau moyen d'endettement est de 34 500 euros, pour payer dans 76% des cas des factures toutes simples qui se sont accumulées : loyer, chauffage, frais de santé... et pas uniquement quelques dépenses que certains pourraient considérer comme somptuaires, l'écran plat ou le téléphone portable dernier cri. Une figure désormais « classique » domine : celle des femmes célibataires avec enfants, locataires de leur logement. Mais la progression la plus constante depuis dix ans est celle des 55 ans ou plus, qui ne retrouvent plus de travail, ou les retraités dont les revenus ne cessent de s'amenuiser depuis la succession des contre-réformes inaugurées en 1993. Des retraités qui sont souvent mis à contribution pour aider leurs enfants ou leurs petits-enfants en galère d'emploi. Le surendettement fonctionne comme un miroir grossissant,

une sorte de révélateur des maux qui frappent de plus en plus la classe ouvrière, ces sans-grade du capitalisme que sont les ouvriers, les employés, les personnels de service, les professions intermédiaires... près des trois quarts de la population active qui supportent de plein fouet les frais de la crise. Il suffit que le chômage se prolonge un peu, ou qu'il se répète souvent du fait de la précarité, que s'additionnent – en particulier pour les femmes – le temps partiel et les carrières interrompues alimentant une retraite de misère... pour que les revenus plongent bien en dessous du Smic.

DES INÉGALITÉS PAR LE HAUT

Pourtant, d'après une autre étude que vient de publier l'Insee sur « *Les revenus et le patrimoine des ménages* », le taux de pauvreté serait resté stable ces dernières années, autour de 13%. Cela regroupe les personnes vivant sous le seuil de pauvreté (60% du niveau de vie médian), soit un revenu inférieur à 949 euros par mois pour un ménage, en incluant les prestations sociales. Près du tiers des chômeurs sont dans ce cas. Qu'il y ait une stabilisation du taux de pauvreté ne signifie pas que la situation ne soit pas en train de s'aggraver, aussi bien pour les plus pauvres que pour la grande masse des salariés. Car du côté des prix notamment, tout augmente ou presque. Cela concerne en premier lieu les produits

de première nécessité : 15% à 20% sur le carburant depuis septembre, 20% sur le gaz en un an, 10% sur l'électricité. Les prix des produits alimentaires suivent à des rythmes qui sont souvent de l'ordre de 10 à 20% pour les pâtes, la farine, l'huile, le pain ou le lait... C'est surtout par le haut que les inégalités progressent. Voire tout en haut : de 2004 à 2008, le nombre de personnes déclarant plus de 500 000 euros de revenus dans l'année a progressé de 84%. Les 0,01% les plus riches qui déclarent plus de 732 000 euros ont vu leurs revenus augmenter de 32,7% durant la même période. Parmi eux, il y a bien sûr quelques footballeurs et vedettes du show-biz qui font encore rêver les gosses de pauvres. Mais pour la plupart, ce ne sont rien d'autres que des capitalistes bien de chez nous, en général assez discrets, des héritiers disposant de quelques bas de laine à placer dans l'immobilier ou à la Bourse, où le prix des actions augmente nettement plus vite que les salaires. Or avec cette augmentation, c'est aussi la valeur de leur patrimoine qui s'élève, sans parler des dividendes distribués. Quelques chiffres suffisent. 82 milliards d'euros : c'est le montant des profits des entreprises du CAC 40 en 2010, en hausse de 50% par rapport à l'année précédente. 40 milliards : ce sont les dividendes qui devraient être versés cette année aux

actionnaires. 2,46 millions : c'est le salaire moyen des patrons du CAC 40, en hausse de 24% en 2010 pour leurs bons et loyaux services. En tête du palmarès : Michel Rollier, gérant de société pour le compte de la famille Michelin, avec un salaire de 4,5 millions d'euros. Au total, ces 40 patrons se sont partagé 93,3 millions d'euros, soit l'équivalent du salaire annuel de plus de 6 000 travailleurs payés au Smic. Et ce n'est qu'une partie de leurs revenus auxquels s'ajoutent divers bonus et autres stock-options. Ainsi, le PDG de Vinci, Xavier Huillard, qui affiche 2,2 millions d'euros de revenus en 2010, a gagné en octobre de la même année 846 000 euros de plus en vendant une partie de ses stock-options.

LA RÉPUBLIQUE DES RENTIERS

On savait depuis longtemps que la crise n'est pas pour tout le monde. Mais à ce point ? C'est la plus grave secousse depuis 1929, et malgré l'annonce d'une timide reprise, tout le système repose sur un volcan. Mais pour faire payer la population, ils s'y entendent, aidés il est vrai par un personnel politique tout dévoué. Le plus grand scandale est évidemment celui de la dette qui n'a servi qu'à renflouer les financiers afin que ces derniers en profitent pour spéculer sur la dette publique ! Mais il y a aussi tous les autres scandales, toutes ces

injustices qui s'additionnent jusqu'à l'écœurement. Un bouclier fiscal que l'on prétend supprimer mais en supprimant au passage l'ISF. Résultat : un gain net de 900 millions pour les plus riches. Ou une fiscalité sur les entreprises qui innove en permanence pour payer beaucoup moins que le taux normal d'impôt sur les sociétés, pourtant ramené depuis longtemps à un peu plus de 33 % (il était de 50% à l'époque de Giscard et même encore à ce niveau jusqu'à 1985).

Ainsi, pour ne prendre que l'exemple du groupe Orange/France-Télécom désormais spécialisé ou bien connu en tout cas pour le suicide de ses salariés, les résultats avant impôts sont de 7,6 milliards d'euros et le niveau théorique d'imposition devrait être de 2,5 milliards. Mais il n'est que de 1,7 milliard grâce aux multiples « niches fiscales » prévues très officiellement dans le cadre du budget.

Une esquive qui ne tient pas compte d'un autre scandale : la possibilité tout à fait légale d'aller planquer son fric dans

les paradis fiscaux, parfois tout proches comme les îles anglo-normandes de Jersey et Guernesey. Cela concernerait plus d'une soixantaine de filiales pour le seul groupe Orange/France-Télécom, soit le quart de ses sociétés...

Sans parler de l'étape suivante, qui concerne directement les heureux actionnaires, avec la possibilité de bénéficier d'un abattement sur les dividendes distribués sous prétexte que l'entreprise dont ils sont propriétaires a déjà payé des impôts, du moins en théorie, et qu'ils ne vont pas payer deux fois. Et si par malheur il leur reste quelque chose à verser au fisc, il y a toujours la possibilité de se faire domicilier ailleurs, en des lieux plus cléments. Avec le droit évidemment de changer d'avis, puisque la République en matière d'amnistie fiscale sait se montrer clémente...

PRENDRE SUR LES PROFITS

Revendiquer des augmentations de salaire mais aussi défendre les services publics de qualité financés par l'impôt sont

des revendications plus que jamais vitales pour les classes populaires. C'est une bataille légitime face aux politiques d'austérité que les patrons et le gouvernement veulent nous imposer pour ne pas avoir à payer les conséquences de leur crise.

L'argent existe. C'est une question de rapport de forces, pas toujours facile à construire certes, mais que les directions syndicales ne veulent pas non plus construire, puisqu'elles laissent délibérément les luttes éparpillées, sans revendications unifiantes, et sans volonté de les faire converger.

Ce qui est légitime aujourd'hui et absolument vital, c'est de revendiquer immédiatement une augmentation des revenus de 300 euros, avec un minimum de 1500 euros net pour toutes et tous que l'on soit au chômage, en activité ou à la retraite. C'est aussi revendiquer l'échelle mobile des salaires pour compenser intégralement la hausse des prix. Et refuser toute dégradation supplémentaire des services publics au nom

des déficits et de la dette.

Les patrons nous objecteront qu'ils n'ont pas les moyens ? Comme l'État ? Qu'ils ouvrent leurs livres de comptes, que les salariéEs et l'ensemble de la population commencent à se mêler de ce qui normalement ne les regarde pas dans le droit bourgeois : tous ces mouvements financiers entre les différents établissements, entre les filiales d'un même groupe... Que l'on commence enfin à s'organiser pour contrôler les rouages de cette économie folle et destructrice.

C'est un nouveau pouvoir issu des luttes que nous revendiquons pour ceux d'en bas, pour en finir avec la crise économique et écologique qui fait des ravages. La révolte est toujours là, profondément ancrée dans les consciences populaires, alimentée par un sentiment d'injustice exaspérant, même s'il n'est pas toujours facile de l'exprimer et de se battre.

À nous d'y contribuer. Une révolte, Sire ? Non... On les pendra à la lanterne ! □

© Photothèque Rouge / JMB



Nous ne paierons pas
% pour leur crise ! %
attac

Égypte: quel parti pour continuer la révolution du 25 janvier?

ENTRETIEN AVEC TAMER WAGEEH,
militant du Renouveau socialiste

PROPOS RECUEILLIS PAR MÉLANIE SOUAD ET ROMAIN HINGANT

Tamer Wageeh exprime ici l'analyse qui a conduit le courant Renouveau socialiste à s'investir dans l'Alliance populaire.

Dans le prochain numéro, un membre des Socialistes révolutionnaires expliquera ce qui les a amenés à construire le Parti démocratique des travailleurs. La création du Renouveau socialiste provient d'une scission des Socialistes révolutionnaires en 2010, groupe formé dans les années 1990 en Égypte et lié à l'International Socialist Tendency.

Qu'est-ce qui dans l'analyse du processus en cours vous a conduits à participer au projet de l'Alliance populaire ?

Nous nous sommes retrouvés dans une période ouvrant de nouvelles possibilités de regroupements de la gauche et de formation de groupes politiques en Égypte. Un débat a été lancé entre les groupes déjà constitués et les indépendants de gauche sur le genre d'organisation à construire. Le courant du Renouveau socialiste a défendu qu'il était possible de construire une organisation contre le néolibéralisme et le néo-impérialisme, qui soit par définition hétérogène idéologiquement. Parmi ces gens-là, on rencontre des défenseurs du capitalisme d'État, nasséristes sous certains aspects, et des socialistes révolutionnaires pour une nouvelle forme libertaire d'organisation. Grâce à la révolution, il est possible de regrouper les antilibéraux, révolutionnaires ou réformistes radicaux. Nous avons besoin de ce genre d'organisation et le projet est viable. Avec la révolution, des forces non politisées sont entrées dans le combat : elles sont contre le néolibéralisme et le néo-impérialisme mais n'ont pas de représentation. Nous devons représenter les forces qui se sont manifestées en Égypte dans les mouvements sociaux et de travailleurs des dernières années, et qui furent déterminantes aussi bien dans les derniers



jours précédant la chute de Moubarak qu'après. Elles ne sont pas totalement politisées et manquent à la fois de théorie et d'objectifs politiques. Elles font potentiellement partie de la gauche et elles rejoindront une organisation suffisamment forte qui argumente politiquement et les représente socialement et économiquement. La force et la taille de cette organisation est une condition pour qu'elle soit viable et attire leur attention.

© Photothèque Rouge / Romain Hingant
Place Tahrir, Le Caire, 1^{er} Mai 2011. Près de 3 mois après la chute de Moubarak, la révolution continue: grèves, occupations, manifestations sont menées pour obtenir, après les droits démocratiques, une justice sociale qui se fait toujours attendre. Notamment par l'Union égyptienne des syndicats indépendants, en cours de constitution, et très présente dans les mobilisations, comme ce 1^{er} Mai qui est traditionnellement en Égypte le jour de l'annonce de l'augmentation des salaires. Une des revendications phares des mobilisations est la mise en place d'un salaire minimum.

Cela ne doit pas être une organisation strictement léniniste, marxiste parce que les travailleurs et les paysans qui se sont soulevés dans les dernières années contre les politiques néolibérales n'acceptent pas l'ensemble de l'idéologie des socialistes révolutionnaires, notamment la centralité de la classe ouvrière, même si ce sont des ouvriers, et ce à cause des évolutions de la gauche et de la manière dont elle s'est discréditée. Le projet est donc une organisation radicale, qui ne soit pas purement une organisation socialiste révolutionnaire.

Nous avons défendu ces arguments mais certains de nos camarades, les Socialistes révolutionnaires, pensent qu'il est possible de créer une organisation bien plus radicale que le projet de l'Alliance populaire, plus compacte et homogène idéologiquement, une organisation socialiste révolutionnaire, de travailleurs, et c'est pourquoi ils participent à la création du Parti démocratique des travailleurs.

Comment défendre la centralité de la classe ouvrière dans un tel projet ?

L'argument est qu'une organisation de gauche, large, composée de différents courants idéologiques est un cadre de débat qui va interagir avec le mouvement. Construire une organisation fondée sur l'idée de la centralité de la classe ouvrière signifie qu'elle sera plus petite et moins attractive pour le mouvement ouvrier. Nous construisons une organisation où la centralité de la classe ouvrière n'est pas la base, mais où elle n'est pas non plus rejetée: une organisation qui ouvre le débat stratégique, dans laquelle l'aile gauche, c'est-à-dire nous, a une influence et grossit au travers des débats et des expériences, en étant appuyée par le processus révolutionnaire. Nous n'allons pas sacrifier le travail avec d'importantes sections de la classe ouvrière par choix de priorités. Nous avons choisi entre une organisation pure sans relation avec le mouvement de masse et une autre moins pure, liée à la classe ouvrière, dans laquelle on a le droit de discuter et défendre une orientation.

Où en est le développement de l'Alliance populaire ?

Ce parti est le plus important des trois partis de gauche qui ont émergé après la révolution, c'est-à-dire le Parti socialiste égyptien, le Parti démocratique des travailleurs et le parti de l'Alliance populaire. Il les dépasse de loin en termes de nombre et d'influence, mais surtout en termes de potentiel, rassemblant des personnalités, des célébrités et des groupes connus. Il faut cependant mentionner que, à notre droite, le Parti social-démocrate, une coalition de libéraux et de sociaux-libéraux, dont une part se considère de gauche, est plus gros réellement et potentiellement.

L'Alliance populaire fait néanmoins face à d'importants problèmes. La plus grosse part de l'organisation est composée de l'aile gauche du parti Tagamou (nassériens), des militants qui peuvent être honnêtes mais sont âgés et ont passé les 25 dernières années enfermés dans une organisation officielle sous Moubarak, droite, corrompue et bureaucratique. C'est le premier problème de notre parti: des militants sincères mais inactifs depuis longtemps, qui insufflent peu d'énergie au parti.

Le second problème, et c'est peut-être lié, est que le parti est trop impliqué dans sa construction et pas assez dans la lutte des classes. Il faut bien sûr construire le parti, mais dans le mouvement. Actuellement, il ne prend pas position pour le mouvement et ne pousse pas ses membres à rejoindre les barricades. De même, on ne peut pas dire qu'il soit investi en tant que tel dans la construction des syndicats indépendants; ceux qui s'y investissent sont des individus, peu nombreux, sans lien avec la direction politique. La présence et une orientation concrète du parti font aussi défaut dans le mouvement étudiant, dans les comités populaires de défense de la révolution, autrement dit tous les foyers de la lutte des classes actuellement. La direction est disloquée et ne sait pas comment intervenir dans la lutte des classes, ce qui s'explique en partie par le fait que ses membres n'y sont pas eux-mêmes investis.

L'autre explication de cette paralysie est que le parti est affecté par un genre d'antislamisme ou d'islamophobie que le débat sur la révolte actuelle à Qena¹ révèle par exemple. Les Égyptiens contre les discriminations religieuses, groupe composé de gens de gauche, libéraux de gauche et autres patriotes contre les discriminations religieuses, dont les figures directrices appartiennent à l'Alliance populaire, ont publié un communiqué qualifiant de catastrophique et contre-révolutionnaire la mobilisation à Qena, et appelant le conseil militaire à agir pour y mettre fin. Une vingtaine d'ONG l'ont signé, rejointes par deux partis seulement: l'Alliance populaire et le Parti social-libéral.

Un journaliste originaire de Qena, membre du parti et d'ailleurs bien plus «laïciste» que moi, a écrit un article dénonçant ce communiqué et qualifiant ses propos d'orientalisme local consistant en une diabolisation des salafistes. Il tient ses informations de sa famille, qui participe à l'occupation, comme les centaines de personnes de son village qui la rejoignent chaque jour et détestent les salafistes. Ces derniers ont d'ailleurs annoncé, il y a trois jours, qu'il s'opposaient à l'occupation, la qualifiant de haram². Le phénomène est donc plus complexe. La mobilisation a une composante sectaire mais elle est aussi contre la marginalisation et pas uniquement contre les coptes. Pour convaincre, il faut être

impliqués dans la mobilisation, sachant que les salafistes peuvent y être marginalisés. Comment peut-on être suffisamment islamophobe pour ne pas voir les contradictions existantes ?

La révolte de Qena est devenue un débat brûlant dans l'organisation, sans que nous ayons maîtrisé son lancement, pensant éviter un nouvel affrontement idéologique. Certains dans le parti voient ça en noir et blanc: si tu ne condamnes pas catégoriquement et totalement l'occupation, tu soutiens la contre-révolution.

Car nous sortons d'un autre débat brûlant sur les officiers qui ont rejoint la place Tahrir le 8 avril³: certains membres du parti défendent que diviser l'armée représente une ligne rouge à ne pas dépasser, pensant que son unité est une condition pour la santé du pays ou encore que cette question ne concerne pas le parti. Un communiqué a donc été publié condamnant la répression de l'armée mais appelant au maintien de son unité, communiqué que nous avons critiqué, ce qui a irrité ses initiateurs.

Pour l'instant, le parti est plus un potentiel, qu'un outil de combat. Il n'offre pas encore aux jeunes membres la possibilité de comprendre ce qui se passe à l'intérieur pour se défendre à l'extérieur.

Nous lançons cette semaine une commission investie sur la question des travailleurs. Ce projet est né essentiellement à notre initiative et le groupe qui en est chargé dans le Renouveau socialiste va s'y dissoudre. En allant chercher tous ceux qui sont des travailleurs ou liés à cette question, en les impliquant dans un travail commun, en construisant le parti, nous pensons pouvoir convaincre et témoigner de notre sincérité en tant que courant dans le parti, plus que dans des débats abstraits.

Les partis étaient globalement absents dans l'organisation de la révolution du 25 janvier, ce qui complique l'intervention actuelle: comment dépasser cette difficulté ?

Il ne faut pas oublier que les Frères musulmans se sont impliqués à partir du 29 janvier et ont été déterminants. Ils représentaient quelque chose comme 20% de l'occupation, étaient totalement organisés, mais aussi les seuls à l'être. L'autre «organisation», ce sont les salafistes, du moins une partie d'entre eux, qui ont rejoint après le 2 février, le jour de l'attaque à dos de chameaux.

La principale forme d'organisation qu'a produite la révolution est la Coalition des jeunes de la révolution, qui tire ses origines de la page Facebook «*Nous sommes tous Khaled Saïd*»⁴ et qui a organisé l'appel du 25 janvier. Ils ne sont devenus une coalition qu'une semaine ou dix jours après le début de la révolution et ont actuellement une influence significative.

Il existe un discrédit de la politique séculaire, et je crois que c'est un problème régional, voire international. En Égypte, après la défaite de 1967, les nassériens et

les nationalistes ont été défaits moralement, idéologiquement et militairement. Deux forces ont surfé sur cette défaite : les islamistes et la gauche. À mon avis, la gauche était en meilleure position dans le Moyen-Orient pour construire des organisations de masse : les icônes venaient de la gauche quand les islamistes oscillaient entre terrorisme et alliances avec l'État. Aujourd'hui, l'icône est Hassan Nasrallah et pas Guevara. Je suis d'accord avec Engels sur les trois niveaux de combat : économique, politique et idéologique. Nous ne choisissons pas le monde dans lequel nous vivons. Ce n'est pas un problème insoluble, mais lutter sur les barricades en se proclamant de gauche ne suffira pas à le résoudre. La construction d'une organisation viable, appelée l'Alliance populaire, doit constituer cette force d'attraction. Or la position prise sur la révolte de Qena illustre mon pire cauchemar : que le parti soit incapable de battre les islamistes. Arguer que ce qui se passe à Qena se limite aux islamistes revient à laisser la colère populaire aux islamistes. Au lieu de se laisser définir comme « anti-islamistes », soyons dans l'occupation et disons « nous sommes avec les islamistes mais nous sommes contre tous ceux qui s'opposent à l'égalité entre les individus », et

laissons-les se prononcer contre ce principe d'égalité, divisons-les ! Nous devons nous battre pour avoir des islamistes dans tous les cadres révolutionnaires, car nous devons envoyer le message aux masses influencées par les islamistes, que ce n'est pas un combat entre les islamistes et les laïcistes, mais un combat entre ceux qui sont pour l'égalité et ceux qui sont contre. À Qena, par exemple, les gens sont globalement pour une loi plus équitable sur le fermage. Or les islamistes sont divisés sur cette question et les Frères musulmans s'y opposent. Disons-leur, face au mouvement, « voulez-vous lutter pour que les paysans possèdent leurs terres ? », et laissons les dire « non » dans le micro.

Mon plus grand rêve serait qu'un parti islamiste de gauche se développe en Égypte, des gens disant : nous sommes pour un État islamique mais cet État islamique est pour l'égalité sociale.

Qu'en est-il du développement des outils d'organisation indépendante des travailleurs ?

La Coalition des travailleurs de la révolution n'a pas de réalité, nous sommes les seuls à la soutenir et elle n'a pas d'avenir. La Fédération des syndicats indépendants est véritablement importante, bien que droitrière, et

nous devons nous y investir, et la pousser sur la gauche, pour éviter les dérives de reconnaissance internationale, de dépossession des travailleurs de leur outil, en passant par exemple pour un autofinancement, pour garantir son indépendance. □

1. Des habitants de Qena, province de la Moyenne-Égypte, bloquent les moyens de communication depuis le 16 avril, contre la nomination du nouveau gouverneur par le Conseil suprême des forces armées. Le trait dominant qui ressort est que les manifestants refusent un gouverneur chrétien une fois de plus. Le phénomène est complexe et méconnu, mais il s'avère par exemple que des chrétiens participent aussi à la mobilisation, et que dans l'ensemble tout le monde était satisfait du précédent gouverneur, qui était lui aussi un chrétien.

2. « Impur », « illicite », par opposition à « hallal »

3. Des jeunes officiers ont rejoint les manifestants lors de la grande manifestation du vendredi, l'armée a réprimé violemment les occupants de la place qui entre autres protégeaient les jeunes officiers, causant plusieurs morts et de nombreux blessés.

4. Groupe Facebook créé en juin 2010 lors de l'assassinat par la police du jeune Alexandrin Khaled Saïd, qui rassemblait 400 000 personnes à la veille de la révolution et 1 million de membres aujourd'hui.

© Wikimedia commons / DR



PAR LA COMMISSION MAGHREB DU NPA

Tunisie : un travail est un

Plus de quatre mois après l'immolation de Mohamed Bouazizi qui a donné le signal de départ à la révolution tunisienne, le RCD est toujours présent dans la vie politique, les structures d'auto-organisation peinent à exister. Malgré la prochaine élection d'une Assemblée constituante, le danger de contre-révolution n'est pas écarté.

C'est par le slogan «*Un travail est un droit, bande de voleurs!*» que la révolution tunisienne a démarré le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid. S'il couple des revendications politiques et sociales, c'est parce qu'à un contexte de crise économique particulièrement dur dans ce «maillon faible» du système capitaliste mondialisé, s'ajoutait un contexte politique de répression, d'absence de libertés, de corruption généralisée et de népotisme. Avec ce mélange explosif, les premières expressions de colère populaire ont très vite pris des allures d'insurrection dans les régions les plus démunies avant de se généraliser et se transformer en authentique processus révolutionnaire.

LA CRISE DE PLEIN FOUET

L'économie de la Tunisie est presque entièrement tournée vers la sous-traitance en vue de l'exportation. Avec 1 250 entreprises françaises en Tunisie et près du tiers des échanges commerciaux effectués avec la France, la dépendance est extrêmement forte. Et, dans les pays du Sud, les conséquences de la crise économique mondiale ont été beaucoup plus graves que dans les grandes métropoles impérialistes : il est notamment plus facile de licencier des salariés et de fermer des usines là où l'État de droit est inexistant. La dictature est aussi un système politique qui aggrave l'exploitation des travailleurs.

Ainsi, la crise économique mondiale a été subie de plein fouet par les travailleurs en Tunisie, avec des fermetures d'usines dès 2008, des suppressions d'emplois et un durcissement des conditions de travail, déjà pénibles auparavant (jusqu'à 48 heures de travail hebdomadaire). Le chômage (jusqu'à 50% dans la région de Sidi Bouzid) et la précarité expliquent le désespoir et l'absence de perspectives pour une jeunesse instruite à un niveau équivalent à celui des pays européens. S'y ajoutent les humiliations quotidiennes subies depuis des décennies,

la corruption qui envahit toutes les couches de la société tel un cancer généralisé et un népotisme de plus en plus insupportable pour la population.

Au début, ce sont donc les travailleurs et chômeurs des villes pauvres qui se sont reconnus dans les premières manifestations de colère de Sidi Bouzid et s'y sont joints. Pendant les deux premières semaines, les limites géographiques de la révolte respectaient celles d'une Tunisie divisée par une ligne verticale en régions de «l'intérieur» dont l'unique lot est celui de la misère, du chômage et de la marginalisation, et régions côtières qui, pour des raisons historiques et des logiques claniques, s'en sortent moins mal.

L'organisation inégale de la classe ouvrière, la très faible mobilisation des habitants des grandes villes pendant ces deux premières semaines, ont maintenu la mobilisation au niveau d'émeutes ou de révoltes, même si l'implication des militants de la gauche de l'UGTT a préparé le terrain pour l'émergence d'un authentique processus révolutionnaire.

RÉPRESSION ET MOBILISATIONS

Face à cette colère sociale, le régime a dû faire des concessions et des promesses – que personne n'a crues. Mais sa principale réponse était la répression, qui s'est très vite amplifiée et durcie à mesure que la mobilisation se renforçait, aboutissant à un cycle de répression – radicalisation. Et c'est cette répression sanglante qui a déclenché la mobilisation dans les autres régions. Début janvier, la gauche de l'UGTT a réussi à ce que la centrale laisse aux unions régionales qui le souhaitaient la liberté d'appeler à la grève générale. Et une partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie y a vu l'occasion de se débarrasser de ce régime mafieux qui les rackettait systématiquement et a rejoint le mouvement.

À partir de là, la mobilisation générale avait pour objectif d'en finir avec le clan Ben Ali et les manifestations se sont amplifiées et

étendues sur tout le territoire jusqu'à aboutir au départ étonnamment rapide du dictateur. Les revendications politiques – dénominateur commun – ont ainsi pris le dessus sur la dénonciation des injustices sociales. Immédiatement après la chute du dictateur, l'aspect social a été occulté. Aujourd'hui, la bourgeoisie toujours au pouvoir ne souhaite évidemment pas l'approfondissement de la révolution, qui se ferait à ses dépens. Sur le plan des libertés et de la démocratie, l'approfondissement de la révolution signifierait le renforcement et la généralisation des formes d'auto-organisation (dont les comités locaux de protection de la révolution) très hétérogènes pour le moment mais qui avantageraient les couches populaires. Sur le plan social, le renforcement de ces formes d'auto-organisation signifierait aussi le retour au premier plan de la question des injustices sociales, c'est-à-dire le

© DR



droit, bande de voleurs !

fond de cette révolution parfois présentée de manière réductrice comme uniquement démocratique. Et la bourgeoisie peut compter sur ses soutiens impérialistes, une partie de la petite bourgeoisie soucieuse de son confort et de sa sécurité, ainsi que les figures du régime de Ben Ali, toutes gagnantes au développement de la contre-révolution.

Ainsi, la dimension sociale de la révolution est, sous les deux gouvernements de Ghannouchi et sous celui de Béji Caïd Essebsi depuis le 27 février, totalement dénigrée par les ministres, les médias dominants et les opportunistes de tous bords, qui dénoncent des préoccupations «*basement matérielles qui nuisent à la stabilisation économique du pays*».

Une propagande anti-UGTT et anti-PCOT s'est alors développée dans la presse écrite et audiovisuelle ainsi que sur les réseaux

sociaux ; le PCOT pour être le seul parti de la gauche radicale un peu connu de la population ; l'UGTT pour avoir joué un rôle hautement politique dans l'accompagnement et l'organisation de la révolte qui, grâce à ses militants les plus radicaux, s'est transformée en révolution. Il faut par ailleurs rappeler que le rôle de l'UGTT est complexe, entre la radicalité d'une partie importante de sa base et la sclérose de sa direction bureaucratique.

L'UGTT a par ailleurs été après la chute de Ben Ali la colonne vertébrale du «*Conseil national de sauvegarde de la révolution*», comprenant tous les partis n'ayant pas participé aux gouvernements Ghannouchi, différentes associations de chômeurs, de jeunes, de défense des droits humains. Ce conseil se voulait – et aurait pu être – un instrument de contrôle des activités du gouvernement provisoire. Mais son

extrême hétérogénéité (depuis des organisations d'extrême gauche jusqu'aux très conservateurs islamistes d'Ennahdha) l'a empêché d'avoir un poids réel, et la défection – de fait – de la direction de l'UGTT l'a considérablement affaibli. De plus, ce Conseil étant un cartel d'organisations, il ne représente pas la réalité des mobilisations dont les structures d'auto-organisation à la base se multiplient.

LE RCD TOUJOURS PRÉSENT

Les manœuvres du Premier ministre Béji Caïd Essebsi se sont multipliées pour tenter de se donner une façade acceptable pour la population mobilisée et hautement vigilante, tout en préservant les intérêts de l'État-Parti RCD toujours en place. Ainsi, sa décision de dissoudre le RCD et la police



politique n'a été que symbolique, puisque la police politique est toujours présente sur le terrain et continue d'avoir les mêmes pratiques, et que les anciens dirigeants du RCD ont non seulement été autorisés à former de nouveaux partis mais conservent aussi leurs places dans les institutions de l'État et certaines grandes entreprises. Les forces contre-révolutionnaires tentent aussi – sans succès réel jusque-là – de diviser les travailleurs en ravivant des conflits tribaux ou des sentiments régionalistes.

L'offensive des forces pro-Kadhafi à la frontière tunisienne peut aussi inquiéter. Car mis à part un communiqué du gouvernement pour dénoncer la violation du territoire tunisien par les forces de Kadhafi, il n'y a eu aucune réaction officielle à l'autre violation possible que proposent les forces impérialistes pour s'implanter encore plus dans la région.

Par ailleurs, sur le plan institutionnel, pour vider le Conseil national de sauvegarde de la révolution de son intérêt, le gouvernement a mis en place une « Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution » chargée de proposer une loi électorale pour les élections de l'Assemblée constituante le 24 juillet. C'est une instance pléthorique, au rôle purement consultatif, à laquelle n'appartiennent pas formellement les partis les plus radicaux (la LGO et le PCOT) et certaines organisations ancrées dans les mouvements populaires (dont les structures d'auto-organisation des travailleurs et les associations de chômeurs). Néanmoins, les exigences de la rue et l'ampleur des mobilisations ont obligé cette « Haute Instance » à soumettre au gouvernement des propositions en phase avec le mouvement. Elle a ainsi proposé que les dirigeants du RCD (de tout le règne de Ben Ali) se voient interdire de participer aux élections. La fin de non-recevoir de la part du Premier ministre à cette proposition a été fortement contestée par les membres de cette « Haute Instance » dont le gouvernement tire le peu de légitimité dont il dispose.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

L'organisation de l'élection d'une Assemblée constituante est une victoire en soi vu l'histoire de la Tunisie. Mais plusieurs voix s'élèvent aujourd'hui en faveur de son report avec quatre arguments principaux :

- aujourd'hui, les seuls qui soient prêts, organisés et dotés des moyens nécessaires pour mener leur campagne électorale sont les forces contre-révolutionnaires (la bour-

geoisie, les restes du RCD et les islamistes). Il faudrait donc résoudre d'abord la question de la participation des figures de l'ancien régime à ces élections.

- Il ne faudrait pas offrir sur un plateau une campagne électorale pour les islamistes (prêts à s'allier avec les anciens dirigeants du RCD), en organisant ces élections la veille du ramadan.

- De plus, les examens universitaires de fin d'année rendraient moins disponible pour la mobilisation une partie de la jeunesse, principale puissance de cette révolution.

- Enfin, il faudrait donner aux partis nouvellement constitués, ainsi qu'à ceux qui étaient contraints à la clandestinité sous Ben Ali, le temps de s'organiser et de se préparer à ces élections.

L'organisation et la coordination du mouvement ouvrier peuvent effectivement nécessiter plus de temps, surtout à cause de la méfiance qui règne aujourd'hui (et qui est alimentée par le gouvernement et les médias dominants) à l'égard de l'ensemble des partis politiques accusés d'opportunisme. Mais l'avenir de ce processus révolutionnaire est aussi et surtout dans les structures d'auto-organisation à la base. Ces structures sont aujourd'hui fragiles et leur rôle inégal selon les régions et les entreprises. Mais leur développement, leur généralisation et leur radicalisation sont des enjeux fondamentaux. C'est l'urgence – telle que l'expriment les militants révolutionnaires – afin que même les élections soient un rendez-vous s'inscrivant dans le processus révolutionnaire et pas simplement une échéance institutionnelle au résultat libéral prévisible. Et c'est la responsabilité des forces révolutionnaires de construire et renforcer ces mobilisations, donc d'être présentes parmi les travailleurs, sur les lieux de travail et dans les quartiers populaires, pour participer à la généralisation de ces structures d'auto-organisation. Enfin, la création d'un outil politique défendant les intérêts de la classe ouvrière au sens large sera la conséquence de cette généralisation et de cette radicalisation des structures d'auto-organisation. C'est ce qui donnera sa légitimité à cet outil et renforcera celle des organisations qui y auront contribué. Et c'est possible car, malgré l'omniprésence de la question des élections, les mobilisations sociales se poursuivent. Dans les régions de l'intérieur ainsi que dans les principaux quartiers populaires des grandes villes, la population exprime sa déception face à cette révolution qui n'a rien changé à sa situation économique et promet « une deuxième révolution ». Les

mobilisations sociales reviennent donc au premier plan – même si elles peuvent connaître des moments de reflux. Grèves, manifestations et occupations d'usines se multiplient. Les principales revendications portent sur les créations d'emplois, les titularisations, les augmentations de salaires, l'amélioration des conditions de travail ainsi que l'exclusion des patrons corrompus et compromis avec le régime de Ben Ali. Les menaces de lock-out qui pèsent sur nombre de travailleurs expliquent en partie les moments de reflux que la mobilisation peut connaître. Mais l'exemple de la grève des éboueurs montre à lui seul le niveau de mobilisation : dix jours de grève finalement victorieuse, pour en finir avec le système de sous-traitance qui signifiait pour ces travailleurs précarité et discrimination salariale.

Mais malgré la combativité et la vigilance générales, le RCD est encore au pouvoir et la prise du pouvoir par les révolutionnaires n'est pas encore à l'ordre du jour. La contre-révolution s'organise, les ruines de l'ancien régime peuvent être ravalées, avec le concours de la petite bourgeoisie, de la bourgeoisie nationale et de ses soutiens impérialistes.

C'est donc au changement de ce rapport de forces que les révolutionnaires s'attendent aujourd'hui, comme préalable incontournable au changement d'orientations dans les assemblées et les salons ! Ils sont conscients que les victoires partielles obtenues jusqu'ici (chute de Ben Ali, exclusion de ministres appartenant au RCD, dissolution du RCD et de la police politique, exclusion de gouverneurs, délégués, dirigeants d'entreprises publiques et privées) l'ont été grâce aux mobilisations, dans la rue et sur les lieux de travail. Et ce sera encore dans la rue, bien sûr, et par la grève, les manifestations, les occupations, que les opprimés changeront le rapport de forces et écriront – comme ils l'ont fait jusque-là – leur Constitution, et dessineront le profil de la société de demain : une société où le travail sera un droit fondamental et où la *bande de voleurs* n'aura plus pignon sur rue. □

SIX SEMAINES APRÈS la catastrophe humanitaire au Japon

PAR PIERRE ROUSSET



© DR

Six semaines après la triple catastrophe – séisme, tsunami et nucléaire – du 11 mars 2011, la gravité d'une crise aux multiples facettes se confirme.

L'attention se porte tout naturellement sur le versant nucléaire de la catastrophe japonaise; il ne faut cependant pas qu'il fasse oublier le versant social de la crise, lui aussi dramatique à la suite des dévastations provoquées par le raz-de-marée. Pour donner la mesure des dégâts, notons que 90% de la flotte de pêche dans la région côtière du Nord-Est frappée par le tsunami ont été détruits, ainsi que des villages et des ports entiers ou des milliers d'entreprises; de riches terres agricoles sont stérilisées (salinisation, radioactivité...).

Des dizaines de milliers de réfugiés vivent toujours dans la précarité. La pauvreté menace avec parfois des risques de malnutrition ou d'infection, selon des rapports médicaux¹. Le traumatisme psychologique sera difficile à surmonter, notamment pour les enfants et des personnes âgées qui ont tout perdu (proches, logement...) et dont les lieux de vie ont souvent été rayés de la carte.

Les milliers de travailleurs et de volontaires qui s'emploient à déblayer et nettoyer les

zones frappées par le tremblement de terre et le tsunami opèrent dans des conditions sanitaires parfois dangereuses, car l'effondrement des bâtiments a libéré l'amiante, un produit hautement cancérigène, qu'ils contenaient².

«Les entreprises licencient et les salariés n'ont nulle part où se tourner» note le *Yomiuri Shimbun*. Un travailleur précaire note amèrement que «quand de telles catastrophes se produisent, nous sommes les premiers à être remerciés»³.

Des logements temporaires sont construits en urgence, mais on ignore encore quelle sera la politique gouvernementale de reconstruction des zones dévastées et en faveur de qui elle sera mise en œuvre. La question mérite d'autant plus d'être posée que le patronat se met en ordre de bataille pour faire payer aux salariés la facture de la crise. L'abaissement des minimas sociaux a été rapidement évoqué et le gouvernement annonce maintenant qu'il prévoit de réduire d'environ 10% les salaires dans la fonction publique nationale pour alimenter un fonds de reconstruction⁴.

L'arrogance du patronat japonais se manifeste avec éclat en ce qui concerne l'indemnisation des victimes de l'accident nucléaire de Fukushima. Le président de la fédération Keidanren, l'association patronale, a violemment dénoncé le Premier ministre Naoto Kan qui demandait à la Tepco, opérateur de la centrale de Fukushima 1, d'indemniser les victimes. Il a écarté toute idée de nationalisation de l'entreprise fautive et a invoqué, pour laver le patronat de toute responsabilité, une clause juridique selon laquelle une entreprise ne pourrait être tenue responsable en cas d'événement «inimaginable»⁵. Le problème, c'est que l'accident de Fukushima était non seulement «imaginable», mais qu'il avait été très précisément décrit par des experts et des hommes politiques d'opposition.

CRISE DÉMOCRATIQUE

Pire encore, on apprend maintenant, de l'aveu du Premier ministre, qu'en juin 2010, une défaillance électrique dans la

centrale de Fukushima avait déjà provoqué une baisse du niveau d'eau d'un réacteur (le processus qui s'est produit en grand le 11 mars 2011), mais que «*Les mesures nécessaires pour éviter la récurrence du problème n'ont pas été prises*»⁶. De fait, au cours des six dernières semaines, les révélations se sont multipliées sur la façon dont les règlements de sécurité ont été contournés par les entreprises nucléaires avec la complicité active de l'administration, enterrant les rapports alarmés préparés par des experts.

Après le 11 mars, le gouvernement a véritablement mis en œuvre une «*politique du mensonge*», commençant par qualifier Fukushima d'«*incident*» puis d'accident de niveau 4 ou 5 seulement, avant de reconnaître qu'il était bien de niveau 7 (le plus élevé)... mais une fois les élections locales passées⁷.

L'autocensure des grands médias est elle aussi mise en accusation, ainsi que leurs rapports aux pouvoirs établis, via notamment les «*clubs*» de presse où «*l'information*» est fournie en exclusivité à des journalistes sélectionnés... à la condition qu'ils ne posent pas de questions gênantes⁸.

CRISE NUCLÉAIRE ET POLITIQUE

Le sentiment d'avoir été manipulé se répand dans la population, alimentant la crise gouvernementale et jetant un doute sur la réalité de la démocratie japonaise. Le scandale éclate en particulier quand la santé des enfants est en cause. Pour ne pas prendre d'indispensables mesures de protection, tout en se couvrant légalement, le gouvernement a décidé de hausser le niveau autorisé de radiation à 20 millisieverts par an dans les écoles de Fukushima. La presse a dû se faire l'écho de la protestation émise par l'association des Médecins pour la responsabilité sociale (PSR⁹), jugeant qu'il était impossible de prétendre que ce niveau d'exposition puisse ne présenter aucun danger pour des enfants¹⁰.

Les mensonges et l'inaction du gouvernement ont amené Toshiso Kosako¹¹, conseiller spécial du Premier ministre en matière de sûreté nucléaire, à présenter, en larmes, sa démission – un événement exceptionnel au Japon – lors d'une conférence de presse le 29 avril, déclarant : «*le gouvernement a ignoré les lois et décidé des mesures improvisées qui ont retardé la reprise en main de la situation*»¹².

La situation dans la centrale de Fukushima reste aujourd'hui loin d'être sous contrôle,

quelque 90 000 tonnes d'eau hautement radioactive accumulées sur le site interdisent toujours l'engagement de travaux de sécurisation. Gouvernement et patronat veulent néanmoins éviter à tout prix un débat sur les choix énergétiques du pays. Ils promettent là-bas comme ici un peu plus de renouvelable et une inspection des centrales existantes. Ils brandissent le spectre d'une pénurie d'électricité pour justifier la relance de réacteurs actuellement à l'arrêt ou la poursuite de nouvelles constructions. La résistance à ces plans de relance se cristallise aujourd'hui sur la centrale d'Hamaoka (préfecture de Shizuoka), sur la côte pacifique. Les cinq réacteurs existants sont du même type que ceux de Fukushima et un sixième est en projet. Les deux plus anciens (1976 et 1978) doivent être définitivement fermés, mais l'opérateur veut réactiver le troisième, construit en 1987. D'autres entreprises veulent relancer la production à Hokkaido et dans la préfecture de Fukui¹³.

MOBILISATIONS ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Dans le climat de deuil national, les principaux syndicats japonais ont limité leur participation aux manifestations du 1^{er} Mai. Cependant, pour la première fois probablement au Japon lors de la journée internationale des travailleurs, des milliers de manifestants ont défilé en exigeant la sortie du nucléaire. Ils avaient déjà été 17 500 à manifester à Tokyo le 11 avril.

Vu l'opacité de la politique gouvernementale, les mesures d'évacuation prises autour de la centrale de Fukushima suscitent incompréhension et protestation chez les villageois concernés¹⁴.

Des syndicats et des syndicalistes initient des actions citoyennes contre Tepco, l'opérateur de la centrale de Fukushima¹⁵. Les résistances locales se renforcent et des coalitions se forment, où se retrouvent des

mouvements issus de la radicalisation des années 1960-1970 et d'autres, constitués dans les années 1990-2000. Il est très important d'affirmer notre solidarité en ce moment crucial.

Plus de 13 500 euros ont été à ce jour collectés dans le cadre de l'initiative de solidarité lancée par l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF)¹⁶ les dons provenant de onze pays et d'un réseau régional, Focus on the Global South. De même, la Via Campesina et les Amis de la Terre ont lancé leurs propres appels financiers.

À l'invitation notamment d'Attac France et de Solidaires, un militant japonais, Kiichi Takahashi, participera à la mobilisation, les 21-22 mai prochains, au Havre, contre le G8-G20. Antinucléaire et syndicaliste de la région de Sendai, frappée par le tsunami, il est membre d'Attac Japon et de la fédération Dentsu-Roso (télécoms) de la centrale Zenrokyo (Conseil national des syndicats, NTUC) à qui les fonds collectés via ESSF sont envoyés.

La catastrophe nucléaire de Fukushima s'est symboliquement produite 25 ans après celle de Tchernobyl. Dans de nombreux pays, les mobilisations antinucléaires ont repris. Nous sommes en France particulièrement concernés, car «*notre*» entreprise nationale, Areva, exporte son industrie de mort, se heurtant à la résistance de populations locales. C'est en particulier le cas en Inde, sur le site de Jaitapur où une centrale géante doit être construite avec des réacteurs EPR d'Areva. La répression des manifestations a déjà fait un mort¹⁷.

Areva est aussi très impliquée dans le nucléaire nippon. Il nous faut aujourd'hui affirmer conjointement notre solidarité envers les populations japonaises et indiennes, en luttant de front contre Areva et le lobby nucléocrate français. □

1. The Yomiuri Shimbun, 26 avril 2011. Sur ESSF: article 21218.

2. The Japan Times, 28 avril, et The Yomiuri Shimbun, 29 avril 2011. Sur ESSF: article 21281.

3. The Yomiuri Shimbun, 29 avril 2011. Sur ESSF: article 21285.

4. The Yomiuri Shimbun, 1er mai 2011. Sur ESSF: article 21319.

5. lemonde.fr, 2 mai 2011. Sur ESSF: article 21364.

6. Le Monde daté du 3 mai 2011.

7. Pierre Rousset, «*Fukushima, un accident de niveau 7 – le lobby nucléaire et le déni de démocratie*», ESSF (article 21131).

8. The Japan Times, 3 mai 2011. Sur ESSF: article 21342.

9. PSR: Physicians for Social Responsibility, une association d'experts médicaux aux États-Unis.

10. The Japan Times, 3 mai 2011. Sur ESSF: article 21343.

11. Toshiso Kosako, de l'université de Tokyo, est un expert reconnu de la radioprotection. Il avait été invité à ce poste par le Premier ministre le 16 mars, pour répondre à la crise.

12. The Japan Times & Nikkei, 1^{er} mai 2011. Sur ESSF: article 21316. Le Monde daté du 1er mai 2011.

13. The Asahi Shimbun, 30 avril 2011. Sur ESSF: article 21315.

14. The Yomiuri Shimbun, 2 mai 2011. Sur ESSF: article 21341.

15. Voir l'interview de Sona Ryoto dans Tout est à nous ! n°100 ou sur ESSF (article 21208).

16. Chèques à l'ordre d'ESSF, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

17. Voir en ce qui concerne Jaitapur le dossier constitué sur ESSF: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?mot7263>



© Photothèque Rouge / Babar

ZYED ET BOUNA

la justice n'aura pas lieu

PAR PIERRE BATON

Le non-lieu prononcé en appel le 27 avril, pour les policiers qui poursuivaient deux jeunes de Clichy-sous-Bois morts dans un transformateur électrique, nous invite à revenir sur les émeutes qui ont agité la France à l'automne 2005 et sur les événements qui les ont provoqués.

27 octobre 2005, 17 heures : dix jeunes de Clichy-sous-Bois reviennent d'une partie de football. La brigade anti-criminalité (BAC) est présente.

Le risque d'un contrôle policier fait fuir le groupe de jeunes dont la plupart n'ont pas leurs papiers sur eux. Une poursuite s'engage. Afin d'échapper aux policiers qui les poursuivent, trois d'entre eux escaladent l'enceinte d'un transformateur EDF et s'y réfugient.

Zyed Benna et Bouna Traoré meurent électrocutés, le troisième est blessé, brûlé. C'est lui, Muhittin, qui donnera l'alerte dans le quartier.

Le soir même des échauffourées éclatent dans le quartier du Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois. Durant plusieurs jours des affrontements avec les forces de l'ordre ont lieu à Clichy et dans la ville limitrophe de Montfermeil.

Le dimanche 30 octobre, des gaz lacrymogènes atterrissent dans la mosquée Bilel à

Clichy-sous-Bois, où de nombreux habitants du quartier sont rassemblés. Cet incident provoque alors un fort émoi et de nombreuses réactions. Le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, ne peut que reconnaître que le projectile utilisé est « en dotation » dans l'équipement des forces de l'ordre. Il n'y aura pour autant ni excuses ni explications. Dans les jours qui suivent



le mouvement s'étend aux autres communes de Seine-Saint-Denis.

Le lundi 1^{er} novembre, certains quartiers d'Aulnay-sous-Bois, Sevran ou encore Bobigny sont le théâtre d'affrontements avec les policiers. Ailleurs, de très nombreux véhicules sont incendiés et parfois les bâtiments publics (écoles, crèches, bibliothèques) sont pris pour cibles.

Le 9 novembre au soir, le calme semble être partiellement revenu en Seine-Saint-Denis. Mais les événements se prolongent en province et la plupart des grands centres urbains sont touchés (à quelques exceptions, dont celle notable de la région Paca), mais aussi des petites villes en province, voire en milieu rural.

PROVOCATIONS

Dans les mois qui ont précédé et tout au long de ce mouvement, le rôle de Nicolas Sarkozy est évident, multipliant les provocations et les déclarations musclées (parlant de «*racaille*» ou de «*nettoyage des banlieues au Kärcher*»). Au lendemain de la mort de Zied et Bouna, il annonce que ceux-ci avaient commis un délit, puis que les auteurs de troubles seront sévèrement punis et les étrangers expulsés...

Le 8 novembre, le gouvernement par la voix de son Premier ministre, Dominique de Villepin, décide de réactiver la loi de 1955, votée durant la guerre d'Algérie, en vigueur durant les massacres du 17 octobre 1961 et établissant l'état d'urgence. Avant tout symbolique, la remise en place d'une telle loi affirme la voie choisie par le gouvernement pour faire face à la situation : une gestion coloniale des classes populaires.

Au final, entre le 27 octobre et le 18 novembre, près de 10 000 véhicules ont été incendiés et plus de 250 établissements scolaires touchés.

Les télévisions et les journaux y consacrent une très large place. Durant près d'un mois la France vit à l'heure des émeutiers et du nombre de voitures brûlées chaque veille au soir. Les discours racistes se multiplient et des explications de type «*ethno-religieuses*» sont largement mobilisées, et pas seulement par Finkelkraut.

COMPRENDRE

Quelques études menées dans les mois qui ont suivi ces événements permettent de mieux comprendre ce qui s'est passé durant ce mois de novembre 2005¹.

Tout d'abord, il apparaît qu'il s'agit d'une

fraction bien précise de la jeunesse des quartiers populaires qui a participé à ces émeutes : des garçons, et parmi eux les plus jeunes (les 15-18 ans). Il est d'ailleurs remarquable de voir à quel point les jeunes émeutiers ressemblent aux deux victimes, Zyed et Bouna (âge, type de quartier de résidence, parcours scolaire).

Les interprétations de ces événements divergent : révoltes populaires, émeutes, le sociologue Gérard Mauger parle lui d'une «*révolte protopolitique*». Au-delà des débats sur l'interprétation, on peut constater que les cibles des émeutiers restent le plus souvent dans les limites géographiques de leurs quartiers de résidence et ne correspondent pas à de réels lieux de pouvoir. Elles ne furent pas pour autant choisies au hasard, mais bien souvent en fonction de contentieux latents.

Ces mouvements apparaissent comme une manière d'affirmer que ces jeunes ne sont résignés ni à leur quotidien ni au sort qui leur est promis.

Pour comprendre cette révolte, il faut s'interroger sur ce que vivent ces jeunes. En premier lieu, ce sont les rapports jeunes/police qui sont pointés : les jeunes blacks et beurs racontent presque tous les mêmes histoires. Les contrôles incessants de la police (qui les appelle parfois par leur prénom pour leur demander de présenter leurs papiers), les interventions musclées de la BAC, les gardes à vue pour des motifs souvent futiles.

Les difficultés avec le système scolaire, qui ne leur propose que des formations peu valorisantes, et les échecs successifs (orientation vers les formations courtes et peu valorisées, exclusions...). Il faut aussi voir le peu d'avenir que ces jeunes peuvent envisager simplement lorsqu'ils regardent autour d'eux : frères, sœurs, parents ou voisins sont massivement touchés par le chômage et la précarité.

Les réactions de la gauche furent difficiles, en premier lieu parce qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement coordonné. Pas de quartier général, pas d'état-major, pas de leader, pas de coordination, pas de porte-parole. Rien. Juste une accumulation de révoltes qui trouvaient leur expression dans la rue. Pourtant les fantasmes ont été nombreux... Les jeunes refusent même de parler. Les journalistes dépêchés sur place peinent à obtenir des témoignages. Alors on parle pour eux.

Dans les quartiers, les «*grands*», c'est-à-dire les jeunes adultes, ne peuvent que constater leur impuissance à maîtriser les

plus jeunes. Les militants associatifs, animateurs de quartiers ne parviennent que rarement à nouer le dialogue avec cette jeunesse en révolte.

Il y eut bien quelques tentatives d'organiser des manifestations au cœur de Paris. Mais quel sens avaient ces mobilisations si loin des quartiers où la colère s'exprimait ? Sur place, des collectifs informels s'organisent parfois, pour ne pas laisser les jeunes et la police face à face, pour tenter d'entamer un impossible dialogue et surveiller les agissements des forces de l'ordre.

RÉPRESSION

La répression de ce mouvement fut considérable. D'un côté, un déploiement policier sans précédent quadrille l'ensemble des quartiers populaires. De l'autre, une justice d'exception est mise en place. Le recours massif à la comparution immédiate a permis de condamner en peu de temps un grand nombre de personnes interpellées dans le cadre de ce dispositif policier anti-émeutes.

De nombreux témoignages montrent que bien souvent les dossiers étaient particulièrement légers, la condamnation de jeunes majeurs reposant sur le seul témoignage d'un policier².

Le recours à cette justice d'exception fut une directive politique appliquée avec zèle par les tribunaux.

Cinq ans et demi après, en accordant un non-lieu aux policiers mis en cause dans la mort de Zyed et Bouna pour non-assistance à personne en danger, la cour d'appel de Paris démontre que face aux demandes de justice et d'égalité, la justice d'exception qui a eu cours tout au long de ces événements se poursuit. Les familles ont annoncé qu'elles allaient se pourvoir en cassation. Leur avocat affirmait que le parquet était «*complètement dépendant du pouvoir politique*» et que c'était «*une justice de peur qui avait été rendue*».

Les policiers à l'origine de l'accident mortel qui coûta la vie à deux jeunes de Clichy-Sous-Bois sont relaxés. Entre-temps le ministre de l'Intérieur est devenu président. Aucun des ingrédients qui composaient le cocktail explosif de 2005 n'a disparu. Ni le travail policier ni la situation sociale dans les quartiers populaires. □

1. Voir en particulier : Michel Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, éd. Payot, 2008.

2. Angèle Christin, *Comparutions immédiates*, éd. La Découverte

PASS SANTÉ CONTRACEPTION

un progrès limité

PAR LÉA GUICHARD

La mise en place d'un pass contraception pour la région Île-de-France est un progrès qui souligne encore davantage le manque de moyens pour le mettre en œuvre.

Le 27 avril, la région Île-de-France et le ministère de l'Éducation nationale ont lancé le «Pass santé contraception». Il s'agit de six coupons permettant aux jeunes de se rendre de façon anonyme et gratuite chez des professionnels de santé : médecin généraliste, gynécologue, laboratoire d'analyse, et de se faire prescrire tous types de contraceptifs (pilule pour trois à six mois, anneaux vaginaux...) pour les filles et garçons en classe de seconde. Ce dispositif favorise l'accès des jeunes mineurs à une contraception gratuite, anonyme et de proximité, garantie par l'accompagnement de professionnels de santé. Ce seront les professionnels de santé scolaire (notamment les infirmières scolaires) qui pourront remettre, le cas échéant, et après un entretien personnalisé, lesdits Pass. C'est le même principe qu'avait voulu mettre en place Ségolène Royal en Poitou-Charente, il y a un an, et qui avait été retoqué par le ministère de l'Éducation nationale. Cette fois-ci, même si le gouvernement s'en vante, le dispositif est entièrement financé par la Région.

Ce Pass présente des points positifs. Tout d'abord, il s'adresse aux filles et aux garçons ; il considère et popularise le fait que les risques liés aux rapports sexuels doivent être pris en charge par les filles comme par les garçons. Cela montre aussi la nécessité pour les jeunes de rencontrer des professionnels de santé et d'avoir accès aux médicaments indépendamment de leurs parents. Les jeunes doivent pouvoir choisir librement leurs moyens de contraception, d'avorter ou non, de dire ou ne pas dire à leurs parents qu'ils ont une MST ou une IST... À partir de 16 ans, les démarches de santé des jeunes ne devraient pas apparaître sur les relevés de la CPAM des parents, mais sur des relevés indépendants au nom du jeune.

MANQUE DE MOYENS

Mais bien sûr, au vu des coupes budgétaires dans la santé et l'éducation nationale, on peut difficilement penser que ce dispositif va rendre la sexualité sûre, respectueuse de ses partenaires et avec un libre choix de disposer de son corps pour les femmes. Ainsi, il faudrait des infirmières et des infirmières scolaires dans chaque établissement, ce qui est de plus en plus rare étant donné les restrictions budgétaires et les non-remplacements de postes dans l'éducation nationale. Ils/elles sont aujourd'hui 7 500 pour 8 000 collèves et lycées, et ils/elles ne sont pas toutEs en temps complet. Par ailleurs, ces professionnelLes disposent d'une clause de conscience leur permettant de refuser de prescrire contraception et avortement. Il suffira qu'à la fin de l'entretien, ils/elles jugent une contraception

ou un avortement inutile, ou encore qu'ils/elles n'orientent pas la ou le jeune vers la bonne structure ! Il est donc problématique que ce Pass ne soit pas en libre accès. Cette difficulté s'est déjà posée avec la pilule du lendemain que certains pharmaciens refusaient de délivrer aux mineures malgré la loi. De plus, une fois le coupon utilisé, qu'en est-il au bout de six mois ? Et qu'en est-il des jeunes non scolarisés ? Rien n'est dit à ce sujet.

Selon le communiqué de presse du ministère : «l'éducation à la sexualité en est une partie intégrante qui s'appuie sur des programmes adaptés selon les âges et une information dispensée en partenariat avec des spécialistes et des organismes qui apportent toute leur expertise». En ce qui concerne les programmes, tout élève de lycée peut dire que l'éducation sexuelle n'y est pas traitée, à l'exception de ce qui concerne la reproduction en biologie. Donc les jeunes savent comment faire des enfants mais n'apprennent rien sur le respect du partenaire, la contraception, les préservatifs... Et comme il est déjà demandé aux



îledeFrance

La contraception, ça se pass' entre elle et lui

Pass' Contraception

Avec la Région, on en parle, on agit.

La Région Île-de-France met à la disposition des filles et des garçons de 15/16 ans, lycéens et apprentis, le Pass' contraception. Anonyme et gratuit, il donne accès à :

- une consultation médicale ;
- une prise de sang ;
- des analyses ;
- 3 mois de contraceptifs, renouvelables 1 fois ;
- une consultation médicale de contrôle.

Le Pass' contraception est disponible auprès des infirmières de lycées ou du référent santé de votre établissement. Pour en savoir plus www.iledefrance.fr

îledeFrance

professeurs d'enseigner plusieurs matières, on ne voit pas où ils trouveraient le temps de donner une vraie éducation sexuelle en temps mixte et non-mixte pour une parole plus libre. L'éducation nationale délègue cela à des intervenantEs extérieurEs, essentiellement du Planning familial, association à qui le gouvernement ne cesse de diminuer les subventions.

Si ce dispositif est en soi une bonne chose, son application souligne encore plus les manques du système de santé et de l'éducation nationale. On ferme les centres d'IVG, le Planning familial a de plus en plus de mal à fonctionner, on diminue les postes dans l'éducation nationale et de tout le personnel encadrant... C'est une bonne chose de s'occuper de la sexualité des jeunes de la région Île-de-France, mais qu'en est-il à long terme des autres régions, des jeunes non scolarisés... Le Pass n'est qu'un début de réponse, et a eu l'avantage de mettre en avant les besoins pour une sexualité libre et sûre des jeunes. □

G8-G20 : DÉGAGEZ !

Au sud comme au nord : pas que

PAR FLAVIA VERRI

C'est en France que les dirigeants des principales puissances économiques et industrielles de la planète vont se réunir à l'occasion des sommets du G8 et du G20 présidés cette année par la France. Le président le plus détesté de tous les temps dans notre pays a décidé d'inviter quelques pays de « seconde zone », en clair ceux qui n'ont jamais droit à la parole, ceux qui sont exploités afin de leur faire voir qui commande...

Les huit dirigeants des pays les plus puissants vont s'enfermer à Deauville derrière une muraille de policiers et de militaires les 26 et 27 mai (20 000 flics environ sont annoncés) puis, ce sera au tour de Cannes d'accueillir le G20 et de voir se déployer autour de la ville un arsenal de forces du « désordre », les 3 et 4 novembre. Les deux villes choisies sont à l'image du président : casino, argent, stars, luxe... Les villes made by LVMH résument bien l'idée de la démocratie dans ce pays : les riches pensent et gouvernent pour eux pendant que les pauvres et les sans-voix sont repoussés loin des centres de décision.

Les G8 et G20 prétendent exister pour sortir le monde de la crise, mais le bilan de chaque sommet est suffisamment criant pour révolter les milliards de personnes qui restent au bord de la route. Les politiques appliquées par les gouvernements jettent des millions de travailleurs dans la misère, accentuent le pillage des pays du Sud et détruisent la planète !

Chaque sommet ne vise qu'à renforcer les acteurs et les mécanismes à l'origine de la

crise globale, à s'accorder sur les moyens de faire payer toujours plus les peuples. Il faudra sans aucun doute un jour écrire un livre noir des G8 afin de tirer le bilan de ces sauteries mondaines qui ont mis la planète à feu et à sang dans l'intérêt de quelques minorités de riches. Un exemple ? En 2005, il a été décidé d'aider au développement de l'Afrique en versant 25 milliards à un fonds spécifique. L'Africa Progress Report a lui-même souligné, en 2008, que rien n'avait été fait... En ce qui concerne la lutte contre les paradis fiscaux, qui avait été mise à l'ordre du jour de l'un des derniers sommets, ça n'a été suivi d'aucun effet. Les 8 saupoudrent d'effets d'annonce leurs réunions et passent sous silence les vraies décisions qui pourtant intéressent l'ensemble de la planète. Nul doute que la question des plans d'austérité, par exemple, a eu droit à d'importantes et nombreuses discussions.

RÉSISTANCE

Depuis des années des contre-G8 et G20 sont organisés, comme à Florence, Gênes... Pour cette année, ce sera respectivement au Havre les 21 et 22 mai et vraisemblablement à Nice du 31 octobre au 3 novembre. Ces contre-sommets sont organisés par de larges collectifs unitaires (la coalition G8G20 2011 sur le plan national et des collectifs locaux unitaires,

notamment au Havre et à Nice/Cannes). Ils rassemblent de nombreuses associations, syndicats et partis politiques. L'objectif est de remettre en cause la légitimité des sommets officiels, de réclamer le partage des richesses, la protection de nos ressources et une véritable rupture avec le système capitaliste et le productivisme. Pour faire un pas vers la société socialiste du XXI^e siècle. Cette année à l'occasion des sommets des G8 et G20 en France, la mobilisation doit être au rendez-vous ! Les seigneurs du monde s'organisent, organisons-nous aussi la riposte. Les peuples, pas la finance ! Ce dossier vise à approfondir certains thèmes qui seront à l'ordre du jour de ces sommets en y apportant nos alternatives aux propositions des « seigneurs du monde ». □



LES SOMMETS OFFICIELS

Les sommets vont se dérouler sur les lieux mêmes des festivals de cinéma de Deauville et de Cannes.

Prix que les peuples pourraient décerner selon les sujets abordés pendant les festivités :

Pas de suspense pour le G8 de Deauville :

- «Le partenariat avec l'Afrique» : Grand prix du Capital
- «La croissance verte» : Prix du jury pour les effets spéciaux (à voir avec le prix pour le meilleur film d'horreur)

Tapis rouge pour le G20 de Cannes :

- «Réformer le système monétaire international» : Palme d'or de la meilleure idée
- «Renforcer la régulation financière» : Grand prix de l'originalité et de l'esprit de recherche
- «La lutte contre la volatilité des prix des matières premières» : Prix du meilleur scénario
- «Soutenir l'emploi et renforcer la dimension sociale de la mondialisation» : Prix de la meilleure mise en scène
- «Améliorer la gouvernance mondiale» : Prix du jury pour la popularité
- «Instaurer des financements innovants pour le développement» : Prix de la critique internationale



Question de payer leurs crises!

PETIT HISTORIQUE DES SOMMETS

Nés des crises qu'ils ont eux-mêmes engendrées!

Le G6 a été créé sur l'initiative du président français Valéry Giscard d'Estaing lors d'un sommet entre les six chefs d'État des puissances industrielles occidentales¹ au château de Rambouillet en novembre 1975. L'objectif était de traiter les questions économiques et financières en pleine crise dite du pétrole, d'accorder les violons entre puissances. D'abord appelé « Groupe des six », il est devenu « Groupe des sept » avec l'intégration du Canada en 1976, puis « Groupe des huit » lorsqu'il s'est élargi à la Russie en 1998.

Au-delà de l'aspect inadmissible qui consiste à décider entre quelques pays du sort de la planète, on ne peut que remarquer que des pays nordiques (Finlande, Suède et Norvège) manquent à l'appel mais ce ne sont pas les seuls. Eh oui, car même au niveau du G20, on s'aperçoit qu'il manque des pays ayant un PIB assez élevé comme l'Espagne, la Suisse, la Belgique... Mais revenons au G8. Ces quelques pays pèsent un peu plus de 13% de la population mondiale, mais possèdent 58% du PIB de la planète... On voit bien avec de tels chiffres ce que cela veut dire en termes d'inégalités du partage des richesses à travers le monde.

Le « Groupe des 20 » a été créé en marge du G7 de septembre 1999, à l'initiative du ministre de l'Économie canadien, Paul Martin. Le but était alors de favoriser la stabilité financière internationale et de créer des possibilités de dialogues entre pays industrialisés et pays émergents après la succession de crises financières dans les années 1990. Il était composé de dix-neuf pays² et de l'Union européenne représentée en tant que telle. Au début, seuls les ministres et les chefs des Banques centrales se retrouvaient régulièrement. Le 15 novembre 2008, pour la première fois de son histoire et à l'initiative de Nicolas Sarkozy et de Gordon Brown, les chefs d'État et de gouvernement se sont réunis. La volonté proclamée était de tirer toutes les leçons de la crise financière et économique et de refonder un nouvel ordre économique mondial.

L'échec est patent : la spéculation financière continue, les paradis fiscaux ne sont nullement inquiétés!

Le pouvoir des pays riches pour favoriser les riches!

Le G20 a placé dès le début les institutions de Bretton Woods au centre des sommets : le directeur général du FMI, le président de la Banque mondiale, celui du comité monétaire et financier international et celui du comité de développement du FMI et de la Banque mondiale y participent. Ces sommets ont pour fonction d'entériner officiellement des décisions prises dans les arcanes secrètes du pouvoir mondial, en l'absence totale de transparence. Les sherpas, conseillers-guides des gouvernements, se rencontrent plusieurs fois par an pour préparer les dossiers en concertation avec les Banques centrales, la Banque mondiale et le FMI. Leur spécialité : la dette des États. Depuis la réunion du sommet du G20 à Séoul en novembre 2010, un B20 se réunit juste avant le G20 : B = business... Ainsi, à Séoul, Laurence Parisot était présente.

Le G20 reflète les nouveaux rapports économiques et géostratégiques mondiaux, il a pris le relais du G8 sans toutefois le remplacer. En effet, les huit pays les plus riches ne comptent pas perdre de leur puissance face à la Chine, l'Inde et le Brésil. Cette année, le G8 se réunit en amont du G20, histoire de bien préparer le G20 et de décider entre « vrais riches » (sans les nouveaux) de ce qu'il faut faire pour augmenter les profits des multinationales qui règnent sur le monde.

Ils sont 8 ou 20 : nous sommes des milliards!

1. États-Unis, Japon, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Italie et France.

2. Les pays du G8 ainsi que l'Argentine, le Brésil, le Mexique, la Chine, l'Inde, l'Australie, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud et la Corée du Sud.



G20 « SOCIAL »

mensonge du capital

PAR GUILLAUME FLORIS

Le 12 avril dernier, Sarkozy confiait une mission à Gilles de Robien, délégué gouvernemental au Conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT), sur le « volet social du G20 » afin que celui-ci « reconnaisse désormais l'importance qui s'attache aux politiques d'emploi, à une protection sociale adéquate ainsi qu'au respect des droits fondamentaux au travail »¹. En 2009, à Pittsburgh, le G20 avait déjà affirmé son engagement pour « le renforcement de la dimension sociale de la mondialisation ». Une première réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du groupe des pays riches et émergents du G20 (le « G20 social ») avait eu lieu en avril 2010 à Washington. Ses objectifs affichés étaient de « renforcer les systèmes de protection sociale et promouvoir des politiques actives d'intégration au marché du travail », de « mettre l'emploi et le combat contre la pauvreté au cœur des stratégies économiques nationales et mondiales ». Par la voix de son ministre du Travail de l'époque, Éric Woerth, la France y défendit « l'amélioration de la qualité des emplois et de la protection sociale », tout un programme à la veille de la contre-réforme des retraites ! Les discussions de Washington n'eurent évidemment aucune suite.

Pour l'édition 2011, les quatre priorités de la présidence française du G8-G20 retenues au titre du volet social sont : l'emploi ; un « socle de protection sociale » visant à « assurer aux citoyens des transferts sociaux de base pour leur fournir des moyens de subsistance et de financement de l'accès aux services essentiels » ; les droits fondamentaux au travail (travail décent) en confirmant l'engagement des pays du G20 à ce que « la violation des droits fondamentaux ne saurait être invoquée, ni utilisée en tant qu'avantage comparatif légitime » ; et enfin la « cohérence de la gouvernance économique mondiale »³. La présidence française veut organiser une conférence associant les chefs des grandes agences internationales (FMI, BIT, Banque mondiale, OMC, OCDE, PNUD), les ministres du G20 et les partenaires sociaux et une nouvelle réunion des ministres du Travail et de l'Emploi fin septembre. En juin 2007, dans l'agenda du G8 officiel à Heiligendamm, en Allemagne, il y avait le développement... de l'Afrique ! À côté du soi-disant G20 social, il y a aussi le B20, le sommet... des « gens d'affaires »

du G20, réuni pour la première fois en juin 2010 et promis à un grand avenir.

LES RÉUNIONS SE SUCCÈDENT, LES MENSONGES AUSSI

Depuis sa création, le G8 s'est imposé comme un gouvernement mondial qui émet des recommandations sur de nombreux sujets, souvent suivies d'effets grâce à ses relais dans les organisations internationales – Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Organisation mondiale du commerce (OMC) –, sans que les chefs d'État qui y sont présents aient le moindre mandat démocratique pour décider de l'avenir de la planète. À partir des années 1980, la déréglementation des marchés, la libre circulation des capitaux financiers et l'intensification de la concurrence au niveau mondial mises en œuvre par les gouvernements du G8 ont mis brutalement en concurrence les travailleurs et les systèmes de protection sociale. Au nom de la compétitivité, des normes de rendement de 15% des capitaux ont pu être imposées. La course à la rentabilité financière a entraîné le développement du capital financier sous forme de dettes bien supérieures aux richesses réellement produites, situation à l'origine du krach de 2008. Le G8 a également imposé la mise à sac des pays du Sud par ses responsabilités dans la crise de la dette : les plans d'ajustement structurel ont transformé ces États, via les institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI), en hard-discount pour multinationales. Le FMI a eu un temps du plomb dans l'aile. Les réformes néolibérales et les plans d'ajustement structurel étaient censés apporter davantage de croissance et donc des retombées positives pour chacun – même inégalement réparties. C'est l'inverse qui s'est produit. Le krach financier et la crise bancaire de 2008 ont pourtant été l'occasion pour le G8 et le G20 de remettre en selle le FMI et les vieilles recettes néolibérales.

En 2009, le monde a connu la plus grave récession depuis les années 1930, qui s'est traduite par une hausse brutale du chômage et, dans de nombreux pays, par une baisse des salaires réels. Les sauvetages financiers ont accéléré la hausse de l'endettement public. Dans cette période, l'intervention publique s'est effectuée à une échelle inédite – mobilisant des sommes de l'ordre de 10% du PIB des pays du G8 et de bien plus encore

en Chine. Pour préserver les intérêts capitalistes du secteur financier, les gouvernements, si généreux hier avec les banques, imposent aujourd'hui aux populations une féroce politique d'austérité au nom de son remboursement. Ceux-là mêmes qui, depuis les années 1980 ont dû travailler de plus en plus dur, supporter la précarité, les licenciements, l'asphyxie des services publics et des systèmes de protection sociale, le chômage et les fermetures d'entreprises, sont les premiers attaqués.

Moins d'un an plus tard, des attaques spéculatives ont été lancées contre la dette de plusieurs pays européens. Il s'agit de faire payer cash aux populations – par des cures d'austérité drastiques – les sommes engagées quelques mois plus tôt pour sauver le système financier. Les gouvernements ont soumis les finances publiques aux diktats des banques, des fonds d'investissements et des agences de notation. L'essentiel de la dette est détenu par des banques et fonds d'investissement. Ce sont « les marchés » qui dictent les plans d'austérité contre les peuples : « garder sa notation » tient lieu de boussole aux gouvernements.

À la suite du plan décidé en mai 2010 par l'UE et le Fonds monétaire international (FMI) contre le peuple grec, l'ensemble des États européens a engagé des plans d'austérité contre les salariéEs, les retraitéEs et la jeunesse : réduction du nombre de fonctionnaires et d'agents de l'État, de personnels dans la santé, l'éducation ; fermetures d'hôpitaux, réforme des retraites ; réduction des aides au logement et des allocations pour les personnes handicapées... Autant de mesures qui ne sont que les premières d'une vague sans précédent de baisse des revenus et de dépossession de nos droits. La généralisation de ces plans de réduction des dépenses publiques, la destruction des droits sociaux et la baisse des salaires alimentent la crise. Récession, augmentation du chômage et explosion de la dette publique s'auto-alimentent. Un cercle vicieux que seule l'irruption du mouvement social peut parvenir à briser ! □

1. Dépêche AFP du 09/04/2011

2. « Le premier G20 social donne une liste de bonnes intentions pour l'emploi », in *Le Point*, 22/04/2010, <http://www.lepoint.fr/bourse/2010-04-22/le-premier-g20-social-donne-une-liste-de-bonnes-intentions-pour-l/2037/0/446625>

3. « Les priorités de la France », in *G20-G8 France 2011* (site officiel de la présidence française), <http://www.g20-g8.com/g8-g20/g20/francais/les-priorites-de-la-france/les-priorites-de-la-presidence-francaise/fiches/emploi-et-dimension-sociale-de-la-mondialisation.934.html>

Situation économique internationale et G8

PAR HENRI WILNO

Selon son ordre du jour officiel, la réunion du G8 à Deauville ne devrait pas vraiment traiter des questions économiques. En effet, le G8 ne comprend pas la Chine et en septembre 2009, le sommet de Pittsburgh avait fait du G20 le « principal forum de coopération économique internationale » entérinant le déplacement des points forts de l'économie mondiale. Néanmoins, les membres du G8 continuent de jouer un rôle majeur.

Début avril, le FMI a publié une salve de prévisions « positives » pour ce qui est de la croissance. Après la récession majeure de 2009, celle-ci a repris à des rythmes très différenciés selon les zones géographiques : ce sont les pays émergents (Chine, Inde, Brésil...) qui tirent la croissance mondiale. Parmi les pays capitalistes avancés, la zone euro connaît la croissance la plus limitée. Néanmoins, y compris dans cette zone, l'hypothèse d'une rechute dans la récession est écartée dans ces prévisions malgré la simultanéité des plans d'austérité en Europe.

DES FACTEURS D'INSTABILITÉ MAINTENUS

Cela dit, si on compare la situation des différents pays capitalistes développés à ce qu'elle était en 2007, le niveau de production demeure fin 2010 en dessous de son niveau du début 2008. L'impact de la crise n'est pas effacé. Le FMI et les autres organisations économiques internationales reconnaissent elles-mêmes que des risques subsistent pour le futur : les cours du pétrole, un marché immobilier encore en crise dans plusieurs pays, le niveau élevé des dettes des États (non seulement en Europe mais aussi aux USA). Les incertitudes sont particulièrement fortes dans la zone euro :

- les financiers acheteurs de titres de la dette publique exigent des rémunérations très élevées au moindre soupçon de fragilité d'un pays ;
- les marchés financiers doutent du mécanisme de soutien mis en place au niveau européen ;
- les plans d'austérité exigés en contrepartie des prêts font plonger la croissance chez les « bénéficiaires ».

Par ailleurs, de nombreuses incertitudes demeurent au sujet des bilans des banques, alors même que beaucoup de titres douteux ont déjà été rachetés par les Banques centrales ou garantis par le budget de l'État. Les prévisions du FMI et des autres institutions officielles écartent donc une chute immédiate dans la récession. C'est un scénario plausible même si ces prévisions ne tiennent pas compte de l'ensemble des risques, comme l'incapacité d'un pays important de la zone euro à faire face aux échéances de la dette, la faillite d'une banque importante, etc. Les mouvements désordonnés sur les marchés boursiers, les monnaies et les cours de l'or montrent à la fois une intense activité de spéculation (fort rentable pour certains) et les incertitudes de la situation.

LES DÉGÂTS SOCIAUX

Même les chiffres officiels montrent un chômage très élevé par rapport à la situation de 2007 avant la crise financière. Au niveau mondial, il touche 203 millions de personnes soit 26 millions de plus qu'en 1977, selon les chiffres du Bureau international du travail (BIT). Dans les pays du G7 (le G8 sans la Russie), il y avait 29,8 millions de chômeurs fin 2010 contre 19,8 millions en 2007. Mais ces chômeurs ne sont que ceux qui apparaissent dans les statistiques. Celles-ci sont de qualité

variable selon les pays et même là où existent des systèmes d'aide aux chômeurs, beaucoup peuvent ne pas être recensés. Ainsi le BIT remarque que la crise de l'emploi touche particulièrement les jeunes qui sont nombreux à être découragés de chercher un emploi et n'apparaissent donc pas dans les statistiques du chômage. Le BIT souligne aussi que le nombre de travailleurs pauvres ne baisse pratiquement plus depuis 2007 : en 2009, un travailleur sur cinq dans le monde vivait avec sa famille dans l'extrême pauvreté sous le seuil de 1,25 dollar par personne par jour ; et près de 39% vivaient avec leur famille sous le seuil de pauvreté à 2 dollars par jour.

RIEN APPRIS NI CHANGÉ

Le G8 de Deauville s'insère dans un calendrier de multiples réunions internationales. À Bruxelles sont discutés les plans d'ajustement des pays endettés de la zone euro, les politiques d'austérité et le démantèlement des acquis sociaux dans l'ensemble de l'Union européenne. Parallèlement, les ministres des Finances du G20 s'inquiètent des déséquilibres économiques intérieurs (dettes et déficits publics) et extérieurs (balances commerciales), du prix des matières premières et de l'état du système bancaire. Face à ces problèmes, ils évoquent des mesures plus ou



PRÉVISION DU FMI (CROISSANCE DU PIB EN % D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE)

PIB*	2010	2011	2012
PIB mondial	5,0	4,4	4,5
Pays avancés	3,0	2,4	2,6
USA	2,8	2,8	2,9
Zone euro	1,7	1,6	1,8
France	1,5	1,6	1,8
Pays émergents et en développement	7,3	6,5	6,5

* PIB: Produit intérieur brut

moins cosmétiques et se gardent bien d'aborder les questions sociales, comme en atteste le communiqué de leur dernière réunion (Washington, 15-16 avril). Quant à la prétendue priorité de la présidence française, une taxation (très limitée) des transactions financières, elle n'est pas même évoquée.

En fait, en Europe, les mesures d'austérité se multiplient. Aux États-Unis, Obama plie sans gêne de résistance devant les républicains et l'aile droite des démocrates qui veulent réduire les déficits budgétaires sans toucher aux impôts des riches mis en place sous Bush. La dernière entourloupe de Sarkozy sur l'ISF et le bouclier fiscal (on supprime ce dernier mais on fait un cadeau supplémentaire, et plus

coûteux, aux grandes fortunes) est représentative de cette logique. Le mot d'ordre des dirigeants du G8, c'est en fait : «pour l'essentiel, on continue comme avant». En faisant des concessions obligées à la Chine, devenue un acteur incontournable du capitalisme mondial en voie de recomposition. □

PAR THOMAS COUDERETTE

POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Sortir du nucléaire et des énergies fossiles

Après les échecs de Copenhague et de Cancun, cette année encore, nous pourrions observer les impasses et les fausses solutions capitalistes lors des sommets du G8 et du G20 en France.

Les États-Unis, la France, le Japon, la Russie et le Royaume-Uni sont les cinq pays les plus nucléarisés dans le G8 : pour le nucléaire, comme pour les ventes d'armes, ce sont les plus riches qui en profitent le plus.

Alors que pouvons-nous attendre du sommet du G8 et même du G20 ?

○ quelques promesses de contrôles «indépendants et complets» des réacteurs nucléaires et de leurs piscines de combustibles ;

○ la création de «task force» nationales d'intervention rapide comme le propose notamment EDF ;

○ une certaine modération dans la promotion du nucléaire dans les pays les plus «risqués» ;

○ de beaux discours et de belles promesses productivistes, qui tout en agitant le besoin de lutter contre le réchauffement climatique, ne présenteront que deux possibilités : le nucléaire ou le retour à la bougie.

Inutile d'attendre des sommets du G8 ou du G20 un changement de la politique nucléocrate des pays les plus riches : Nicolas Sarkozy a d'ailleurs déjà indiqué lors de son récent voyage au Japon que le sommet du G8 publierait un communiqué sur les questions nucléaires.

«L'énergie nucléaire reste une source d'énergie viable et le monde a besoin de cette énergie pour réduire les émissions de dioxyde de carbone», a-t-il ajouté.

«Viable» parce que prétendue «décarbonnée»? Cela est une fois de plus un mensonge : le nucléaire ne peut constituer une solution à l'urgente réduction des émissions de gaz à effet de serre compte tenu de l'énergie requise par l'extraction, le transport et les déchets des combustibles. La seule

énergie «décarbonnée» est celle qui n'est pas consommée. Ce sont l'efficacité et les énergies renouvelables qui permettront incontestablement de réduire les émissions de gaz à effet de serre et justement de sortir rapidement du nucléaire.

«Viable», malgré les catastrophes nucléaires, le coût réel du nucléaire et l'endettement qu'il représente pour tant de générations futures ?

«Viable», malgré les mines d'uranium qui créent des conflits et des tensions dramatiques notamment au Niger et en Libye ?

«Viable», malgré des réserves mondiales très limitées et des déchets qui vont polluer des dizaines de milliers d'années ?

L'urgence climatique ne sera donc une fois de plus que le prétexte à la promotion de la mortifère et inutile industrie du nucléaire.

Rêvons du jour où nos dirigeants participeront à des sommets internationaux pour représenter les peuples et non certains intérêts capitalistes, du jour où ils décideront enfin de sortir le plus vite possible du nucléaire mais également du culte de la vitesse ou de la fuite en avant que constituent par exemple les gaz et huiles de schiste ou encore les sables bitumineux.

Rêvons de représentants des peuples qui auraient comme priorité l'écologie et le social, un accès garanti de tous à l'eau et l'énergie, une taxation très progressive pour renchérissement le «mésusage» d'un petit nombre, une politique de transport à la fois responsable et juste, socialement et territorialement, ou encore la réduction des transports de marchandises par le biais de relocalisations.

Rêvons de représentants des peuples qui interdiraient la sous-traitance massive à des

travailleurs précaires et défendraient les services publics de l'énergie, contrôlés par les salariés et la population, seuls garants de la sécurité des travailleurs et des installations, donc de tous les citoyens.

Rêvons de représentants des peuples qui nous avoueraient que le nucléaire ne représentant que 2,3% de l'énergie consommée dans le monde et qu'il est possible d'en sortir, ne serait-ce qu'en arrêtant les productions inutiles et en misant sur la durabilité et la réparabilité des produits plutôt que sur leur obsolescence programmée.

Le G8 et le G20 auront une fois de plus des objectifs avant tout financiers, productivistes et croissantistes.

Nous ne pourrions espérer ni du G8, ni du G20, des avancées dans l'élaboration d'une politique et une planification énergétique justes et démocratiques. L'espoir et l'alternative ne pourront se placer que dans les manifestations qui auront lieu en parallèle de ces sommets.

Les sommets écologistes et socialistes auront lieu dans la rue et lors d'une multitude de contre-sommets de toutes tailles qui pourront être organisés sur la transition énergétique et la sortie du nucléaire ou encore sur l'urgence climatique et la justice sociale.

Rappelons par exemple que la lutte contre le nucléaire et les énergies fossiles non conventionnelles, mais aussi leurs nombreuses alternatives, seront au centre du rassemblement citoyen international dans le Larzac, les 6 et 7 août prochains où sont attendus et espérés environ 200 000 personnes. □

Matières premières et souveraineté alimentaire

PAR CATHERINE FAIVRE D'ARCIER

La régulation des marchés dérivés de matières premières est un des chantiers du G20 qui demande aux ministres de l'Agriculture de plancher sur « la volatilité des prix des denrées alimentaires » et de faire face à l'évolution de la demande mondiale de produits de base. Une partie de la hausse est due à la spéculation.

Les prix des matières premières ne cessent d'augmenter : 83% entre 2006 et 2008 et l'indice des prix de la FAO a grimpé brutalement de 32% au second semestre 2010, laissant présager une crise alimentaire similaire à celle de 2008. Pourtant, au niveau mondial, la production agricole a dépassé la croissance de la population. Elle a été multipliée par 2,7 en 60 ans contre 2,4 pour la population. Le problème n'est donc pas, comme on voudrait nous le faire croire, le manque de nourriture mais la répartition et l'accès pour la moitié de la population mondiale déjà concernée par la crise alimentaire. Les propositions de la présidence française du G20 ne feront pas trembler l'économie libérale mondialisée : transparence accrue sur les marchés, dialogue amélioré entre producteurs et consommateurs, étude des produits dérivés et de leurs mécanismes...

Il y aurait pourtant des causes évidentes à combattre immédiatement :

○ La spéculation sur les matières premières dont 30% sont d'origine agricole : ce marché spéculatif a succédé à ceux de la « bulle Internet » puis de l'immobilier qui ont éclaté consécutivement. Elle représenterait aujourd'hui entre 55 et 75% des transactions.

○ L'augmentation du cours du pétrole qui a provoqué l'augmentation des prix des engrais et des transports. De plus, l'industrie capitaliste a choisi de miser sur la production de combustibles d'origine végétale qui confisque 5% de la production mondiale de céréales.

○ Les accidents dus au changement climatique (sécheresse, inondations, vagues de froid...) qui provoquent de brusques baisses de l'offre et la montée des cours. Nous devons diminuer rapidement nos émissions de gaz à effet de serre pour endiguer la multiplication de ces phénomènes.

UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

D'autres causes plus structurelles ont mis à mal la souveraineté alimentaire des pays du Nord comme du Sud :

● Le développement d'un modèle agricole productiviste qui, s'il a permis au départ d'augmenter les rendements, n'a jamais fait diminuer la faim dans le monde. Il a précipité dans la misère les paysans en accaparant les terres et démantelant les systèmes agricoles traditionnels, concentré la production, renforcé la domination de l'agro-business, détruit 90% de la biodiversité et provoqué la mort des terres cultivables.

● Les programmes d'ajustement structurel imposés au pays du Sud pour assurer le remboursement de leur « dette » : ces pays ont été contraints d'augmenter les cultures exportatrices au détriment d'une agriculture vivrière.

● Le maintien des subventions agricoles dans le Nord ainsi que la destruction des barrières douanières des pays du Sud a permis que des productions, vendues à un prix inférieur à leur coût réel, viennent inonder les marchés des pays du Sud, et

anéantissent les possibilités de production locale rentable.

● Le démantèlement des politiques agricoles des pays du Nord comme du Sud sous l'égide de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC, qui détruit tous les systèmes de régulation et de protection.

La crise alimentaire actuelle est le produit de la politique néolibérale menée ces dernières années. Elle engraisse les multinationales qui contrôlent chaque maillon de la production (semences, engrais, pesticides, brevets), de la transformation et de la distribution de la nourriture, avec la complicité des institutions internationales qui préconisent une libéralisation accrue et l'intensification de l'utilisation de nouvelles technologies et de semences transgéniques.

Il faut rejeter les politiques imposées par les institutions internationales, les accords de libre-échange, interdire la spéculation financière sur les denrées alimentaires, l'accaparement des terres par des multinationales, la production d'agrocarburants et créer des mécanismes d'intervention et de régulation.

Nous devons revendiquer l'annulation de la dette des pays du Sud et la souveraineté alimentaire de chaque pays :

- ✓ contrôle par les paysans et les populations locales de leur terre, leur eau, leur semences ;
 - ✓ redéfinition de nos besoins et de nos modes de consommation et maîtrise et répartition de la production ;
 - ✓ redéploiement d'une agriculture locale agro-écologique respectueuse de son environnement et basée sur la généralisation des petites fermes : elle permettra d'économiser les combustibles et de lutter contre le réchauffement climatique.
- Vers un nouveau modèle de développement socialement juste et écologiquement soutenable ! □

© Photothèque Rouge / Babar

Deux mobilisations importantes nous attendent en mai : contre le G8-G20 et contre le racisme dans le cadre de la campagne «d'ailleurs, nous sommes d'ici».

Deux mobilisations, un seul combat

PAR LA COMMISSION MIGRATIONS ET ANTIRACISME

Le G8-G20 prétend garantir un système hégémonique et concerté de gouvernance mondiale. Pour tenir, il doit renvoyer aux peuples des États impérialistes, dans une unité ignorante des rapports de domination qui les traversent, l'image d'une minorité privilégiée. Celle-ci aurait intérêt à tenir à l'écart «toute la misère du monde» : celle des pays aux ressources pillées, aux populations asservies sur leurs propres terres ou surexploitées dans les pays où elles migrent.

Comme il a légitimé l'esclavage et le colonialisme, c'est le même racisme «fonctionnel» qui, loin de relever d'un instinct naturel, est stimulé par les dominants. Le but est de susciter des antagonismes entre ceux qui, conscients de leur communauté d'intérêts, risqueraient de se révolter sur des bases de classe. On produit alors des connivences détachées des réalités sociales, sur le seul fondement de l'origine, voire de la «race». D'un côté, des citoyens, dotés de droits spécifiques, perçus et se vivant comme d'autant plus légitimes qu'ils sont «de souche». De l'autre, les immigrés ou leurs enfants, auxquels le droit au séjour est, au mieux, concédé avec sur-sis, sous réserve d'inventaire bien entendu. Respect de l'ordre public et manifestation d'une volonté d'intégration exigés!

Les rapports de domination instaurés à l'échelle mondiale reposent ainsi sur la croyance, entretenue dans de larges couches – pourtant dominées elles-mêmes – des pays dominants, que l'ordre établi leur serait finalement favorable et que, dans un monde de pénurie, les «avantages» qu'ils en tirent ne sauraient être partagés.

Longtemps le paradigme de référence fut d'ordre biologique: tout concourait, dans le discours politique, dans nombre d'essais, dans la littérature, dans l'iconographie, à affirmer ou suggérer la suprématie de la «race» blanche, voire aryenne. Le cataclysme auquel a conduit la mise en œuvre des thèses racialistes imposa un autre angle d'approche en vue de justifier aussi bien l'hégémonie des pays du Nord que le confinement des migrants. C'est, au-delà de considérations purement économiques, au nom de valeurs présentées comme «universelles» que le Nord a borné son pré-carré. Le paradigme culturel élaboré au cours des dernières années du XX^e siècle, soit dès le début de l'ère postcoloniale, a trouvé son parachèvement le 11 septembre 2001, lorsque la figure de l'islamiste a permis, amalgame à l'appui, de constituer un ennemi commun à tous ceux qui entendaient s'affirmer comme garants de l'ordre mondial.

Dès lors, faisons pièce à l'implicite: c'est bien par le prisme idéologique du «choc des civilisations» que doivent être appréhendés des regroupements, purement économiques en théorie, tels que le G8 ou, avec davantage d'ambivalences, le G20.

Dans ce dernier regroupement, la Chine, par exemple, occupe une position spécifique. Alors qu'elle produit un véritable effet de sidération en tant qu'excellent élève de la classe capitaliste, elle apparaît aussi, héritage de cauchemars très anciens, comme une menace. Quant à ses migrants, le regard porté sur eux est également particulier car s'ils sont globalement perçus comme travailleurs et moins gênants que d'autres, leur isolement «communautaire» inquiète. Autre cas de figure: l'Arabie saoudite qui rachète son incompatibilité en termes «civilisationnels» par son allégeance à l'ordre établi.

Enfin, au niveau national, «the war on terror» devient l'alibi des politiques répressives mises en place dans presque tous les pays membres. Dans cette perspective, l'encouragement de sentiments islamophobes vise à souder les «peuples» par l'éveil, si ce n'est l'exaltation, de sentiments identitaires localement ajustables: en France, sur le thème de la laïcité et des valeurs de la République dont le brassage permet de brouiller allègrement les cartes.

Derrière l'affichage d'une simple volonté de bonne gouvernance, il y a donc bien une guerre larvée se référant à un enjeu de «civilisation» comme cœur des relations internationales. Les politiques prétendant maîtriser les flux migratoires, nourrissant les fantasmes d'invasion, tout comme les exigences croissantes d'intégration, n'en sont que le miroir. Est ainsi masquée la permanence des rapports de domination capitalistes, ces rapports qui, précisément, s'exposeront sans vergogne dans l'élégante Deauville où les riches se retrouveront en «sommet». C'est pourquoi nous, antiracistes, anticapitalistes devons être massivement présents le 21 mai, dans la ville ouvrière du Havre. □

© DR



IL Y A TRENTE ANS, LE 10 MAI 1981

On a gagné ?

Putain d' muflée que j' me suis pris
 Lamentable
 Des comme ça j'en prends qu'une par an
 À la Bastille, l' dix mai au soir
 Ou encore les jours d'enterrement
 C' qu'est plus rare
 J' me souviens même plus c' qu'on fêtait

(Pochtron – Renaud – 1983)

Ce mois-ci, les anticapitalistes commémorent le 140^e anniversaire de la Commune. Sans doute galvanisés par la perspective d'une victoire présidentielle en 2012, les dirigeants du Parti socialiste organisent, eux, diverses initiatives destinées à célébrer le 30^e anniversaire du 10 mai 1981.

La victoire électorale, la stratégie qui y a conduit, le génie tactique de Mitterrand, les réformes de « l'état de grâce »... ou les renoncements et le « tournant de la rigueur » : se souviennent-ils exactement de ce qu'ils veulent fêter ? Retour sur un événement controversé et ambigu...

PAR FRANÇOIS COUSTAL

© Manu Vimenet / F. Mitterrand
 lors du 1^{er} gouvernement Mauroy



Le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République avec 15 700 000 voix, soit 51,76%.

Dès 20 heures et l'annonce du résultat, la foule commence à affluer place de la Bastille. Des rassemblements s'organisent également dans les régions. Finalement, au cours de cette soirée de fête, il y a peu de slogans politiques. De manière un peu décalée, les manifestants s'en prennent surtout à Jean-Pierre Elkabbach, alors présentateur vedette du journal télévisé et incarnation caricaturale des connivences entre les grands médias et le pouvoir de droite qui vient d'être battu. Un cri domine tous les autres et résume bien l'état d'esprit populaire : « on a gagné ! ». Le lendemain matin, même ambiance dans les entreprises, notamment celles qui figurent sur la liste des « nationalisables »...

Pierre Mauroy devient Premier ministre. Très rapidement, le nouveau président dissout l'Assemblée nationale. Les élections législatives de juin 1981 consacrent la victoire de la gauche et, surtout, l'hégémonie du Parti socialiste qui dispose à lui seul de la majorité absolue des députés. Pour la première fois depuis la Libération, le gouvernement comporte quatre ministres communistes.

1981 : L'ÉTAT DE GRÂCE

Bien avant sa conquête du Parti socialiste, Mitterrand s'était surtout fait connaître, dans les années 1960, comme un opposant irréductible au « pouvoir personnel » et aux institutions de la V^e République, présentées par lui comme un « coup d'État permanent ».

Parvenu au pouvoir, il s'accommode très bien des privilèges exorbitants de l'exécutif et accentue la dérive monarchique de ses prédécesseurs. Mais, très vite aussi, des mesures symboliques sont prises qui répondent aux mobilisations populaires des années précédentes. Dès le 28 mai, tout en confirmant son choix en faveur du nucléaire, Mitterrand annonce l'arrêt du chantier de la centrale de Plogoff, à l'origine d'un véritable soulèvement civique et de manifestations monstres en Bretagne (150 000, en mai 1980). Dans la foulée, il décide le 3 juin l'annulation du projet d'extension du camp militaire, contre lequel s'étaient mobilisés, depuis 1973, paysans du Larzac, pacifistes et antimilitaristes. L'empressement à satisfaire les revendications concernant les droits des femmes est moindre : il faut attendre décembre 1982 pour que soit votée une loi permettant (assez largement) le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse...

Toujours est-il qu'au cours des dix-huit premiers mois de son mandat, le gouvernement Mauroy réalise une série de réformes, présentées comme autant de mises en œuvre des « 110 propositions du candidat Mitterrand » sur lesquelles il a fait campagne. Certaines d'entre elles s'inspirent d'ailleurs du programme du Parti socialiste, « *Changer la vie* ». Et même du défunt programme commun...

Dès le mois de juillet 1981, le gouvernement augmente le Smic de 10%, l'allocation handicapés de 20%, les allocations

familiales et l'allocation logement de 25%. En août, il supprime la Cour de sûreté de l'État, symbole d'une justice d'exception. Dans la même logique, quelques mois plus tard, il abroge la «loi anticasseurs» instaurée sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing en vue de criminaliser les mobilisations sociales. Au cours du dernier trimestre 1981, sont successivement décidés l'autorisation des radios libres (sans publicité) et le blocage des prix pendant six mois. Et puis, dans la foulée, il y a l'abolition de la peine de mort et la création de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF). Ces deux mesures phares serviront ensuite aux socialistes, souvent et longtemps, de certificats d'authenticité d'appartenance à la gauche, lorsque leurs renoncements alimenteront les doutes...

Globalement, le gouvernement Mauroy ne cherche pas l'affrontement avec le patronat et se garde bien de menacer ses intérêts fondamentaux. Mais il esquisse une politique (keynésienne) de relance de l'économie par la consommation grâce à une augmentation modérée mais réelle du pouvoir d'achat. Sans doute en deçà des espoirs soulevés par l'arrivée de la gauche au pouvoir, cette politique s'avère néanmoins en décalage complet avec celles qui sont menées au même moment dans les grands pays capitalistes, Europe comprise. C'est en effet le début de la «révolution conservatrice», impulsée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Partout, l'heure est à l'offensive contre les acquis sociaux, à la dérégulation et aux privatisations. Sauf en France...

Les premiers mois de l'année 1982 illustrent encore ce fossé grandissant. En janvier, la durée légale de la semaine de travail est abaissée de 40 à 39 heures et la cinquième semaine de congés payés est instaurée. En février, la loi sur les nationalisations est votée. En mars, l'âge légal de départ à la retraite passe de 65 à 60 ans. Ces mesures sont porteuses d'ambiguïtés et ne constituent pas la «rupture avec le capitalisme» qui avait fait les beaux jours de la reconstruction du PS dans les années 1970. Ni même l'écho assourdi des promesses de l'Union de la gauche et du programme commun. Ainsi, le passage aux 39 heures est surtout un effet d'annonce: d'abord, il entérine le report *sine die* du passage à 35 heures, qui était la véritable promesse du candidat. Surtout, cette réduction homéopathe du temps de travail est rapidement absorbée par l'augmentation de la

productivité et ne crée donc pas d'emplois. Reste que, contrairement aux «revendications» de la droite du PS – et de la direction de la CFDT – elle se fait sans perte de salaire. Même si des patrons en profitent pour en défalquer certains avantages préexistants (ponts, jours de fractionnement, etc.), la cinquième semaine de congés payés constitue bien un acquis social. Il en va de même pour la retraite. À l'époque, le nombre d'annuités requis pour une retraite pleine et entière était de 37,5 et l'on entrait plus tôt dans la vie active: donc, l'abaissement à 60 ans de l'âge légal a effectivement permis à des centaines de milliers de salariés – qui avaient leurs annuités, mais pas 65 ans – de partir.

Quant aux nationalisations «cuvée 1982», elles ne sont ni l'expropriation des capitalistes ni la première étape du pouvoir des travailleurs. D'ailleurs, les entreprises concernées sont soumises à un traitement différencié. Les banques ainsi que cinq groupes industriels importants – CGE, Saint-Gobain, PUK, Rhône-Poulenc, Thomson Brandt – sont intégralement nationalisés... et leurs actionnaires généreusement indemnisés. En ce qui concerne Matra, Dassault, CII-Honeywell Bull, l'État prend une participation majoritaire au capital et, donc, le contrôle de ces entreprises. Il s'agit d'industries certes «stratégiques» – armement, électronique de défense, aviation et informatique – mais dont une partie importante du chiffre d'affaires se fait à l'étranger ou, dans le cas de CII-Honeywell Bull, dont le capital était majoritairement nord-américain. Enfin, concernant Roussel-Uclaf – contrôlée par le groupe Hoeschst – l'État se contente d'une minorité de blocage.

Il n'empêche... Au moment où, partout dans le monde industriel développé, on privatise à tour de bras, la France se dote d'un secteur public et nationalisé d'une puissance inégalée, que ce soit dans son histoire ou en comparaison avec des pays analogues. Ce secteur représente alors 23 % des salariés français, 28% de la valeur ajoutée, 30% des exportations et 49% des investissements. Quand même! Ajoutons, pour parfaire le tableau, qu'à la suite de la nationalisation de Paribas, d'IndoSuez ainsi que de 36 banques de dépôts, le secteur bancaire nationalisé représente alors... 91% des dépôts bancaires.

Le problème est ailleurs: bien que disposant d'une force de frappe industrielle et financière considérable qui lui permettrait sinon de diriger du moins de «piloter» une économie française alors infiniment moins

mondialisée qu'aujourd'hui, le gouvernement n'en fera rien. Pour les entreprises nationalisées, «l'autonomie de gestion» est la règle. Autrement dit, bien qu'ayant en principe le même «actionnaire» – l'État – ces entreprises fonctionnent exactement comme des entreprises privées, appliquent les mêmes critères de rentabilité et de profitabilité. Et elles se font même concurrence entre elles! La présence, très minoritaire, de représentants des salariés – des délégués syndicaux, en règle générale – au sein des conseils d'administration ne change évidemment rien à l'affaire. Par la suite, la gauche se vantera d'avoir sauvé ces entreprises de la faillite qui les menaçait avant leur nationalisation et de les avoir «relancées», notamment en y injectant les investissements financiers auxquels se refusaient les actionnaires privés. Cette affirmation contient une part de vérité. Encore faut-il ajouter qu'à cette occasion ces entreprises ont été «restructurées» et qu'elles ont connu des «plans sociaux» massifs. Une fois leur assise financière et leur profitabilité restaurées grâce aux investissements publics et aux suppressions d'emplois, ces nouvelles «multinationales publiques» sont naturellement incluses dans le processus de privatisations qui, amorcé sous le second septennat de François Mitterrand, s'accélère sous les gouvernements Balladur et Juppé. Et connaît son apothéose, après 1997, sous le gouvernement Jospin... En vingt ans, gauche et droite se sont donc relayées sans heurt majeur pour illustrer le vieux principe: nationalisation des pertes, privatisation des profits!

LE TOURNANT DE LA RIGUEUR

Sans doute plus keynésien que socialiste, le gouvernement Mauroy se heurte néanmoins aux réalités d'une économie «ouverte», de plus en plus internationalisée. En un an, dopée par les créations d'emplois publics, la dépense publique s'est accrue de 25%! Même limitée, l'augmentation du pouvoir d'achat a effectivement stimulé la demande de biens de consommation courante, dont une grande partie n'est pas (ou plus) fabriquée dans l'Hexagone. Les résultats ne se font pas attendre: inflation galopante, déficit du commerce extérieur et dévaluations du franc. Au sein du gouvernement, des voix s'élèvent – notamment celle de Jacques Delors, alors ministre des Finances – pour prophétiser la catastrophe et réclamer une «pause» dans les réformes. En juin 1982, un premier plan de «rigueur» est mis en œuvre. Parallèlement, on assiste à une montée continue du chômage. Dans les couches

populaires, c'est le début d'un mouvement de désaffection vis-à-vis de Mitterrand et du gouvernement qui, lors des élections municipales de mars 1983, se traduit par une nette défaite socialiste.

Mars 1983 est aussi la date d'un choix lourd de conséquences pour le PS. Affaibli par les élections municipales, le pouvoir socialiste est également confronté aux politiques économiques menées par les pays voisins et par la Communauté européenne, ancêtre de l'actuelle Union européenne. On n'en est certes pas à l'euro, mais les pays de la Communauté européenne sont d'ores et déjà engagés dans un processus, le système monétaire européen (SME), également baptisé «serpent monétaire». Il s'agit de limiter les variations des taux de change des devises européennes entre elles et de rapprocher les monnaies nationales, ce qui suppose une certaine convergence des politiques économiques et budgétaires. Le gouvernement français est donc au pied du mur. Soit il poursuit sa politique de contrôle de l'économie et de relance de la consommation, voire en accroît le contenu «social-démocrate», quitte à dévaluer à nouveau : il lui faut alors sortir du

serpent monétaire et rompre avec ce qu'a été depuis des décennies la construction capitaliste de l'Europe. Soit il fait le choix de rester au sein du SME et c'en est fini des velléités de «changer la vie», pour ne rien dire de la rupture avec le capitalisme. Ministres et dirigeants socialistes sont divisés sur la position à prendre. François Mitterrand tranche : la France reste dans le SME. Les conséquences logiques de ce choix s'enchaînent impitoyablement. Les mesures d'austérité se succèdent. Pierre Mauroy cède la place à Laurent Fabius. Il n'y a plus de ministres communistes dans le gouvernement. L'indexation des salaires sur l'évolution des prix est abolie : cette décision capitale sera l'un des éléments déterminants de la baisse du pouvoir d'achat des couches populaires et de la dégradation de la répartition des richesses entre travail et capital.

Ce tournant est alors présenté par le PS comme une... parenthèse. La parenthèse, on le sait, n'a jamais été refermée ! Ensuite, confrontés au ressentiment populaire contre un parti qui, une fois au pouvoir, n'a pas tenu ses promesses de campagne, les dirigeants socialistes en tirent

progressivement la conclusion qu'il est plus sage d'arrêter de «faire rêver» et de ne promettre que le peu que l'on est sûr de tenir. Pour parvenir au pouvoir, François Mitterrand avait dû «écraser» – politiquement... – Michel Rocard et marginaliser les idées de la «deuxième gauche». Pourtant, à travers la longue expérience de l'exercice du pouvoir (1981-1986, 1988-1993, 1997-2002), ces idées-là ont fini par s'imposer et gangrener toute la gauche...

De ce point de vue, le 10 mai 1981 a enclenché pour la France un processus déjà bien à l'œuvre dans les autres pays capitalistes développés : le renoncement des partis anciennement socialistes et/ou sociaux-démocrates non à faire la révolution et à instaurer le socialisme mais, simplement, à «réformer» le capitalisme dans un sens favorable aux couches populaires. Leur «réformisme» a désormais laissé la place, dans le meilleur des cas, à la gestion compassionnelle des soubresauts d'un système en crise. □



CAP SUR L'ÉLYSÉE **La longue marche**

Le 10 mai 1981 consacre le retour de la gauche au pouvoir, après une longue éclipse qui a débuté avec l'avènement de la V^e République, en 1958. C'est évidemment la conséquence de mouvements de fond, dont l'usure politique de la droite qui dirige alors le pays depuis vingt-trois ans et les changements d'une société que le soulèvement étudiant et la grève générale ouvrière du printemps 1968 ont ébranlée, sans avoir pu déboucher au plan politique. Mais c'est aussi la victoire de la stratégie politique imposée à la gauche par François Mitterrand.

Prémisse de cette démarche: en 1965, il se propulse comme candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle et, contre toute attente, met en ballottage le général De Gaulle. Les «événements» de 1968 retardent le déroulement de son plan de carrière. Lors de l'élection présidentielle de

1969, Gaston Deferre le candidat soutenu par la SFIO – ancêtre du Parti socialiste – ne recueille qu'à peine 5% des voix alors que Jacques Duclos, candidat du PCF, dépasse les 21%! Accessoirement, le second tour se déroule entre deux candidats de droite (Alain Poher et Georges Pompidou), la gauche étant éliminée...

François Mitterrand ne dirige alors que la Convention des institutions républicaines (CIR), un tout petit parti de notables de centre-gauche. À la recherche d'un outil pour ses ambitions présidentielles, il s'empare de la SFIO et la «refonde» pour créer le (nouveau) Parti socialiste. Le changement par rapport à l'ancienne SFIO est radical dans au moins deux domaines: le discours et les alliances. Pour Mitterrand, seul un accord avec le PCF peut permettre à la gauche de revenir au pouvoir. La condition mise par le PCF est qu'un tel accord électoral

se traduise par des engagements communs sur des mesures à mettre en œuvre après la victoire. Qu'à cela ne tienne! Mitterrand va convaincre les socialistes, anciens et nouveaux, de renoncer au «débat idéologique» avec le PCF – embrassant tous les points d'histoire qui opposent socialistes et communistes depuis le congrès de Tours – pour se consacrer au seul sujet qui importe: rédiger un bon accord pour gagner les élections. Quant aux discours, Mitterrand estime qu'ils ne seront jamais trop à gauche, aussi bien pour reconstruire le PS dans une période encore sensible aux «idées de Mai», que pour se confronter au PCF auquel il n'entend pas laisser le monopole de la radicalité. Ainsi, lors du congrès d'Épinay (1971) – alors que, dans le même mouvement, il adhère au PS... et en devient le Premier secrétaire! – il ne lésine pas sur le verbe révolutionnaire: «Celui qui n'accepte



de François Mitterrand

pas la rupture, celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste»!

UNION, ACTION, PROGRAMME COMMUN !

Un an plus tard, en juin 1972, une nouvelle étape est franchie avec la signature, entre le PS et le PCF (rapidement rejoints par le Parti radical de gauche), du programme commun de gouvernement, acte de naissance de ce que l'on va appeler l'Union de la gauche. Ce document de 146 pages dactylographiées constitue, en quelque sorte, un contrat de gouvernement. Il recense l'ensemble des mesures qui seront prises en cas de victoire de la gauche, dans les domaines les plus divers : économie, fiscalité, droit du travail, questions de société, défense, politique étrangère, culture, santé,

éducation, urbanisme, pouvoirs des travailleurs, etc. Les nationalisations constituent le cœur du dispositif et leur objectif ultime – et ambitieux ! – est clairement affiché : « le passage du secteur privé au secteur public des pôles dominants de la production et la mise en place de structures démocratiques de gestion que ce passage permet commandent la transformation effective de la société et ouvriront la voie au socialisme ».

En fait, quelques heures après avoir signé le programme commun, François Mitterrand se rend à une réunion de l'Internationale socialiste où il est interpellé par les dirigeants des autres partis socialistes. Pour eux, un accord de gouvernement avec des communistes est tout simplement impensable, surtout au vu du rapport de forces existant alors entre le PCF et le Parti socialiste français. Lors d'une séance à huis

clos, Mitterrand les rassure et explique le fin mot de sa stratégie : « Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le PC, afin de faire la démonstration que, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste. »

Jusqu'en 1981, les ténors de droite dénoncent avec virulence l'alliance « socialo-communiste » et un Parti socialiste « otage consentant du PCF ». Certains, sans peur du ridicule, évoquent même... les chars russes défilant sur les Champs-Élysées, en cas de victoire de Mitterrand ! À gauche, l'union de la gauche et le programme commun suscitent deux types de critiques opposées : celles de l'extrême gauche qui en dénonce l'aspect velléitaire et réformiste (voir page 29) et celle de la « deuxième gauche ». Cette



dernière sensibilité regroupe ceux qui, à gauche, sont hostiles à l'alliance avec le PCF, les socialistes les plus « modérés », les amis de Michel Rocard et les dirigeants de la CFDT. Leur critique est double : d'une part, ils considèrent qu'il est totalement irresponsable de faire autant de promesses sociales qui ne seront pas tenues et de susciter ainsi un espoir qui sera forcément déçu. D'autre part, ils reprochent à la logique du programme commun d'être trop dirigiste et de faire des nationalisations – et, donc, de l'État – les moteurs exclusifs du changement social, au détriment de la « société civile ». Néanmoins, la pression de l'Union de la gauche et son écho dans les couches populaires s'avèrent puissants. En octobre 1974 se tiennent les *Assises pour le socialisme* : à l'occasion de ce colloque, Michel Rocard et son courant au sein du PSU ainsi que quelques dirigeants de premier plan de la CFDT annoncent qu'ils rejoignent le Parti socialiste.

La CGT, pour sa part, s'inscrit avec enthousiasme en soutien au programme commun. Et, surtout, la dynamique électorale est impressionnante, à commencer par les élections législatives de 1973 qui voient une nette poussée de l'Union de la gauche, surtout du PS d'ailleurs. Lors de l'élection présidentielle de 1974, Mitterrand est à nouveau le candidat unique de l'Union de la gauche : au second tour, il obtient 49,19% des suffrages et n'est battu par Valéry Giscard d'Estaing que d'un peu plus de 400 000 voix. Lors des élections municipales de 1977, c'est un véritable raz-de-marée : la gauche gagne 55 municipalités de plus de 30 000 habitants. Elle dirige désormais 156 des plus grandes villes de France. Une victoire de la gauche lors des élections législatives de 1978 est désormais à portée de main... C'est alors que survient « l'actualisation du programme commun » et la rupture de l'Union de la gauche !

L'UNION EST UN COMBAT

Pendant cinq ans, le PCF a paré l'Union de la gauche de toutes les vertus et, ainsi, contribué à reconstruire auprès des travailleurs la crédibilité du Parti socialiste et, surtout, celle de Mitterrand. Et voilà qu'il exige que la liste des entreprises à nationaliser soit « actualisée » et, en particulier, que toutes leurs filiales soient bien concernées. Au cours des mois que durent ces nouvelles négociations, il se livre à une surenchère

permanente sur le contenu du programme, instruisant le procès d'une dérive à droite du PS et dénonçant ses trahisons, passées et à venir. Les dirigeants du PCF sont passés sans transition d'une phase d'union sans combat avec le PS à une phase de division effrénée. Prise de conscience brutale que l'Union de la gauche profite surtout au PS ? Pressions de l'URSS dont les dirigeants sont très hostiles à Mitterrand, considéré comme un soutien de l'impérialisme US ? L'analyse des raisons de ce retournement du PCF est complexe et nécessiterait de plus amples développements...

Toujours est-il que cette rupture de l'union débouche sur un échec électoral de la gauche en 1978. Et, très rapidement, la division s'aggrave et s'étend au domaine syndical. La CGT prend fait et cause pour le PCF. C'est la rupture de l'unité d'action avec la CFDT qui était, plus ou moins, la règle dans les entreprises. Alors que les premiers effets de la crise mondiale se font sentir – notamment en termes de montée du chômage de masse – divisions et polémiques syndicales contribuent à une sensible baisse de régime des conflits sociaux et à l'amorce d'un mouvement de désyndicalisation. Cette faible activité sociale ne sera pas sans conséquence en 1981 : survenant dans ce contexte, l'élection de Mitterrand n'est plus la traduction politique d'une montée du mouvement social – comme cela aurait sans doute été le cas si elle était survenue au cours des années 1970 – mais plutôt l'espoir pour les couches populaires d'obtenir dans les urnes un peu de ce qu'elles n'ont pu gagner dans les luttes. En retour, les timidités puis les renoncements de la gauche au pouvoir provoquent des déceptions, mais pas de mobilisation.

Au sein du Parti socialiste, les campagnes du PCF provoquent une nouvelle offensive de la « droite » du parti qui propose d'en finir avec une politique d'unité dont, à l'évidence, le partenaire ne veut plus, de renoncer aux « outrances » du programme commun et de se doter d'un programme électoral plus « réaliste ». Michel Rocard est l'éphémère candidat à la candidature, volontaire pour porter cette réorientation. À l'inverse, François Mitterrand défend l'idée qu'il ne faut surtout rien changer et qu'il faut, malgré la politique du PCF, maintenir la stratégie d'alliance. Voire être

La porte à droite Jean Ferrat 1985

On m'a dit tes idées ne sont plus à la mode
Quand on veut gouverner ce n'est pas si commode
Il faut évidemment s'adapter au terrain
Mettre jour après jour un peu d'eau dans son vin

On m'a dit dans la jungle il faut qu'on se débrouille
On est bien obligé d'avalier des magouilles
De laisser dans un coin les projets trop coûteux
On va pas tout rater pour des canards boiteux
[...]

On m'a dit tu comprends tes idées archaïques
Ne feront qu'aggraver la crise économique
Ainsi la liberté dans un monde plus juste
Fait partie des slogans qui sont un peu vétustes

La porte du bonheur est une porte étroite
On m'affirme aujourd'hui que c'est la porte à droite
Qu'il ne faut plus rêver et qu'il est opportun
D'oublier nos folies d'avant quatre-vingt-un
[...]

unitaire pour deux, de façon à ce que, si la division persiste, la responsabilité en incombe au PCF et se traduise par un nouvel affaiblissement de ce dernier. Lors du congrès socialiste de Metz (1979), cette stratégie l'emporte largement sur les idées défendues par Rocard ; Mitterrand devient le candidat du PS à la présidentielle. Un candidat qui, d'ailleurs, s'émancipe immédiatement de toute référence non seulement au programme commun, mais même au programme du PS : la campagne électorale se fait sur les « 110 propositions de François Mitterrand » !

Comme ce dernier l'avait prévu – et préparé – une partie significative de l'électorat communiste vote pour lui dès le premier tour. Georges Marchais, le candidat du PCF, ne recueille que 15% des suffrages. Un score qui, aujourd'hui, ferait rêver les dirigeants communistes mais qui, à l'époque, est considéré comme une vraie claque, après les 21% de Duclos en 1969... Dernière péripétie sur la route de l'Élysée : entre les deux tours de l'élection présidentielle, contraint et forcé, le PCF finit par appeler officiellement à voter pour Mitterrand. Officieusement, ainsi que l'ont révélé depuis les archives du PCF, une partie de l'appareil communiste organise en sous-main, auprès des militants considérés comme sûrs et dévoués au Parti, le « vote révolutionnaire » pour... Giscard d'Estaing ! Au même moment, à l'autre bord de l'échiquier politique, autour de Jacques Chirac et de Charles Pasqua, les dirigeants du RPR font, eux, discrètement voter pour... Mitterrand. □

PENDANT CE TEMPS

À gauche de l'Union de la gauche

Comment caractériser le projet de l'Union de la gauche? Comment, face aux pressions, conserver son indépendance politique? Comment organiser la défiance... sans pour autant heurter de front l'aspiration unitaire des travailleurs et des couches populaires? Ces questions – et les différentes réponses que l'on peut y apporter – susciteront bien des débats jusqu'en 1981... et même après. Entre la dénonciation sectaire et impuissante d'un côté et l'opportunisme débouchant sur la satellisation de l'autre, à l'évidence la voie était étroite...

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (PSU)

D'emblée, la formation d'inspiration autogestionnaire se situe en marge de l'Union de la gauche. En particulier, elle n'est pas signataire du programme commun. Autour de Michel Rocard, la droite du parti dénonce son «*maximalisme revendicatif*» et son «*irréalisme*» économique. Les courants de gauche partagent globalement les critiques formulées par l'extrême gauche. Les uns comme les autres critiquent le caractère jacobin, centralisateur et étatique du programme commun.

Puis, en 1974, Rocard rejoint le PS. Et, au cours des années suivantes, les directions successives du PSU adhèrent au PS, mais sans jamais réussir à y entraîner la majorité des militants.

En 1981, le PSU présente une candidate, Huguette Bouchardeau, au premier tour de l'élection présidentielle. Elle recueille 1,1% des voix. Après l'élection de François Mitterrand, elle devient ministre de l'Écologie du gouvernement Mauroy.

LUTTE OUVRIÈRE (LO)

LO a dénoncé la nature strictement réformiste du programme commun et la volonté de marginaliser le PCF qui se cache derrière la stratégie du PS et l'Union de la gauche. LO consacre une partie importante de ses explications au rappel du passé politique, il est vrai peu reluisant, de Mitterrand qui fut notamment ministre de la Justice en pleine guerre d'Algérie.

Elle le martèle avec constance : les travailleurs n'ont rien à attendre de l'élection d'un tel

À peine sorties de la marginalité politique, à la faveur de Mai 68, la gauche radicale et l'extrême gauche révolutionnaire ont été confrontées, quatre ans plus tard, avec la signature du programme commun et la constitution de l'Union de la gauche, à un véritable défi.

individu! Au premier tour de la présidentielle, Arlette Laguiller recueille 2,3% des suffrages.

Radicale dans son opposition au programme commun, Lutte ouvrière n'est pas pour autant insensible à l'état d'esprit populaire. Les semaines précédant le second tour, des slogans sans ambiguïté barrent la première page de son hebdomadaire. D'abord : «*le 10 mai, les travailleurs doivent voter Mitterrand*». Et, la veille de l'élection : «*le 10 mai, sans illusion mais sans réserve, VOTONS MITTERRAND*».

L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (OCI)

Lointain ancêtre du POI (Parti ouvrier indépendant), l'OCI se distingue des autres organisations d'extrême gauche de l'époque par un soutien à peine critique au Parti socialiste et à François Mitterrand. Ainsi, elle ne se contente pas de dénoncer la politique de la direction du PCF, ce que font aussi à leur manière Lutte ouvrière et la LCR : elle va jusqu'à fustiger la candidature de Georges Marchais comme une «*candidature de division*», légitimant ainsi le diktat du «*vote utile*» au détriment du pluralisme. L'OCI appelle à voter pour Mitterrand dès le premier tour de la présidentielle.

LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (LCR)

Dans la semaine qui suit la signature du programme commun, la LCR sort une brochure intitulée *Quand ils seront ministres...* qui dénonce tout à la fois le réformisme de l'Union de la gauche et le piège qui va se refermer sur le PCF.

En 1977, face à la montée de l'union de la gauche et pour montrer la possibilité d'une véritable alternative, la LCR présente aux élections municipales des listes unitaires – avec Lutte ouvrière et l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) – qui

réalisent de bons résultats dans plusieurs grandes villes. Mais cette démarche ne connaîtra aucun prolongement.

Après la rupture de l'union de la gauche, la LCR mène campagne sur le thème «*Chasser Giscard!*», insistant à la fois sur l'importance des mobilisations sociales sans attendre les élections et sur la nécessité d'un engagement réciproque de tous les candidats de gauche à se désister en faveur du mieux placé au premier tour. Elle participe également à la campagne de signatures de l'appel «*Union dans les luttes*» – initié par deux intellectuels, l'un communiste (Guy Bois), l'autre socialiste (Stellio Farandjis) – qui tente de donner un cadre politique critique aux aspirations unitaires qui se manifestent alors parmi les militants de gauche.

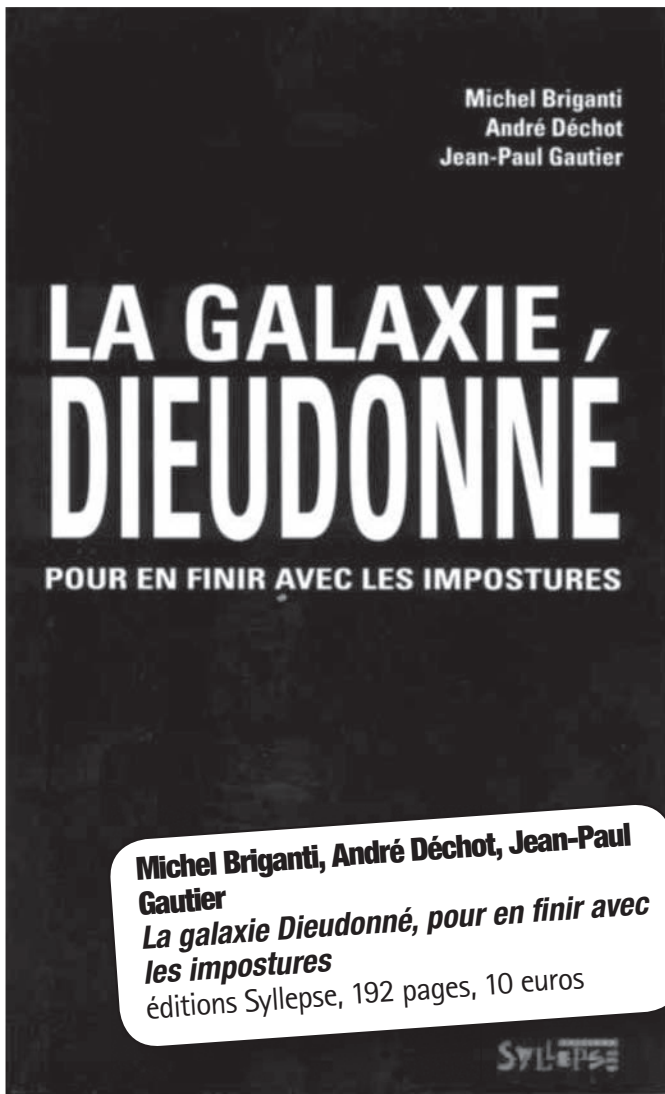
La LCR ne parvient pas à recueillir les 500 parrainages de maires requis pour présenter Alain Krivine à l'élection présidentielle. Au premier tour, elle appelle à voter indistinctement pour les quatre candidats de gauche : Bouchardeau, Laguiller, Marchais et Mitterrand.

Pour le second tour, *Rouge* – hebdomadaire de la LCR – titre : «*VOTEZ MITTERRAND pour chasser Giscard*». □

Autour de « La galaxie Dieudonné »

PROPOS RECUEILLIS PAR LÉA GUICHARD

Les auteurs ont accepté de répondre à nos questions concernant leur récent essai.



Michel Briganti, André Déchot, Jean-Paul Gautier
La galaxie Dieudonné, pour en finir avec les impostures
éditions Syllepse, 192 pages, 10 euros

Pourquoi ce livre sur Dieudonné ? Tout n'a-t-il pas été dit dans les articles qui lui ont été consacrés ces dernières années ?

Depuis bientôt dix ans, de nombreux articles ont été rédigés sur les déboires et dérives de Dieudonné. Ce dernier a également donné de nombreuses interviews, dont certaines éclairantes quant à son « antisionisme », dans la presse d'extrême droite (*Le Choc du mois*, *Réfléchir&Agir*, *Rivarol*). Certains de ses soutiens sont assez bavards et Internet amplifie une sorte de « capharnaüm ». Il faut donc faire le tri, car cette profusion de documents ne permet pas

toujours de comprendre les impostures de Dieudonné. Selon nous, la liste « antisioniste » conduite par Dieudonné en Île-de-France aux européennes de 2009, le « regroupement » hétéroclite qu'elle mettait en lumière, les résultats – loin d'être ridicules dans certaines communes franciliennes – sont des symptômes de l'offensive idéologique durable de courants politiques et politico-religieux (juifs, musulmans, catholiques) convergeant autour des notions de « tradition » et de « progrès ». Ces courants, certes minoritaires au sein des extrêmes droites européennes, visent à imposer – tout comme leurs « homologues » surfant sur le

« choc des civilisations » – une grille de lecture nationaliste et « postraciste » (que ce soit sous sa forme « différentialiste » ou « universaliste ») dans le cycle historique ouvert à la fin des années 1980.

Pour vous Dieudonné est-il toujours un humoriste ? Faut-il interdire ses spectacles ?

Dieudonné répond à cette question dans *Peut-on tout dire ?*, paru en février 2010 : « dès lors qu'on est sur une tribune et qu'on parle, on fait de la politique ». Cette citation éclaire la démarche de celui qui faisait jadis de l'humour emprunt de critique sociale, sa profession. S'il n'est plus un humoriste, Dieudonné reste néanmoins une « bête de scène » capable de jouer dans les cadres les plus improbables et la scène reste son gagne-pain. Concernant l'interdiction de ses spectacles, nous sommes de ceux qui pensent que ce n'est pas en « cassant le thermomètre que l'on fait tomber la fièvre ». C'est-à-dire que, sauf à contrevvenir aux lois antiracistes (Dieudonné – depuis qu'il est passé « du côté obscur », revendique leur abrogation de manière habile sur le plan rhétorique), il paraît contre-productif d'interdire ses spectacles. Outre l'aspect liberticide, cela aurait tendance à renforcer la posture victimaire du personnage et sa dimension « subversive » auprès d'un public lui-même victime de la politique sécuritaire de Sarkozy. De plus, le juridisme antiraciste à l'œuvre depuis nombre d'années ne doit pas se substituer à l'indispensable dynamique sociale et politique qu'il convient de recréer contre le racisme et l'extrême droite, pour l'égalité des droits.

À quoi fait référence la notion de « galaxie » dans le titre de votre ouvrage ?

L'une des significations du terme est « l'ensemble formé par tout ce qui, de près ou de loin, participe d'une même activité » : la radioscopie de « l'ensemble Dieudonné » est l'une des

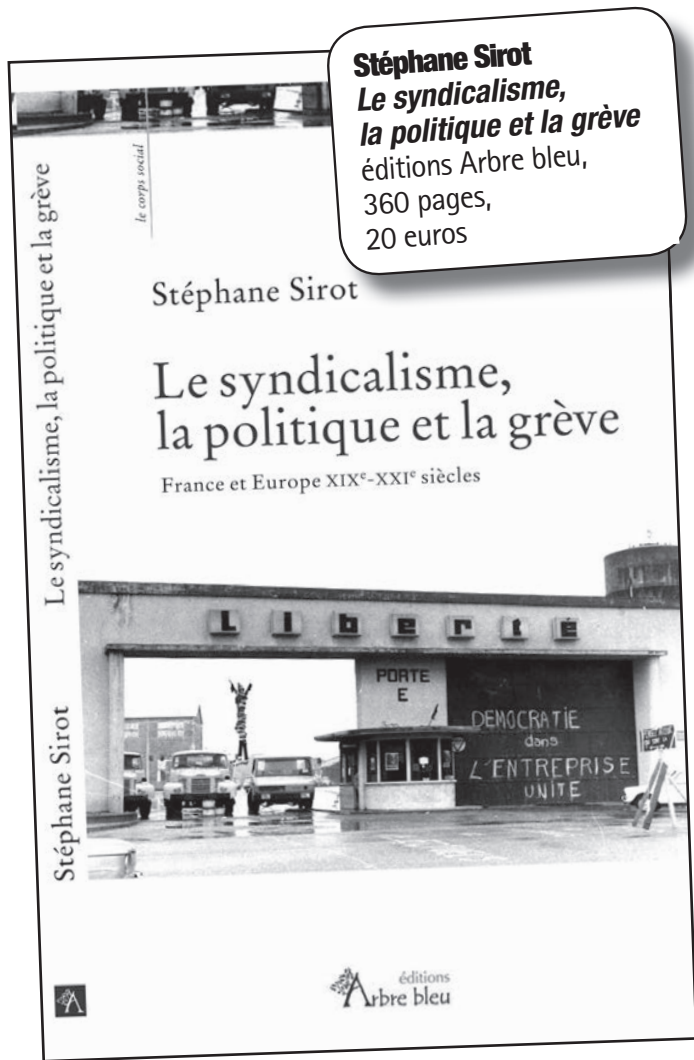
dimensions de ce livre. Autour de Dieudonné, des négationnistes, des antisémites, des conspirationnistes, de vieux routiers de l'extrême droite, des « rouges-bruns », des fondamentalistes musulmans, des racistes noirs, des sectaires... se croisent. Des liens internationaux se nouent.

Quel avenir pour cette galaxie ?

À un an de la présidentielle, les différentes composantes de la galaxie Dieudonné « vivent leur vie » indépendamment les unes des autres : Yahia Gouasmi (Centre Zahra) ambitionne de présenter « une des personnalités du Parti antisioniste » afin que l'élection présidentielle de 2012 ne soit pas « confisquée par des candidats tous estampillés Crif » ; Alain Soral assure la promotion de son livre *Comprendre l'empire avec le soutien de son « fan club »* (Kémi Séba, aujourd'hui résident au Sénégal, s'est d'ailleurs récemment exprimé sur le site Internet d'égalité et réconciliation) ; à un mois d'intervalle (mars et avril), Dieudonné et Thierry Meyssan sont interviewés par *Rivarol*. Peu de temps avant d'annoncer son soutien à Kadhafi avec Skandrani et Poumier, le premier, oscillant entre provocation et dépolitisation, déclare : « Mon rôle aujourd'hui est de représenter les gens qui pensent que l'action citoyenne leur est confisquée, qu'il nous reste le panache et la rigolade. Donc, je vais soutenir en 2012 la candidature d'une chèvre, biquette. » Le second conclut son entretien en déclarant que l'important est « de libérer notre patrie du parti de l'étranger qui la gouverne et de reconstruire une culture humaniste [sic] dont l'américanisme fait table rase ». Bref, bien qu'ils s'en défendent, chacun poursuit un travail de sape dont la « locomotive » de l'extrême droite, le Front national, tirera profit. □

Où va le syndicalisme français?

PAR BERNARD GALIN



Stéphane Sirot
Le syndicalisme, la politique et la grève
 éditions Arbre bleu,
 360 pages,
 20 euros

Dans son nouvel ouvrage, intitulé *Le Syndicalisme, la politique et la grève*, Stéphane Sirot, auteur par ailleurs de *La Grève en France*¹, étudie l'évolution du fait syndical depuis la Révolution française jusqu'à nos jours en centrant son propos sur l'essentiel sur la France, et sur la CGT pour la période plus récente. Il distingue trois grandes périodes : la première est celle où le syndicalisme est interdit, qui court de la Révolution française à la fin du XIX^e siècle (21 mars 1884, date à laquelle les organisations ouvrières sont légalisées). La seconde s'étend de 1884 à la Seconde Guerre mondiale : durant ces décennies, le taux de syndicalisation en

France, bien qu'inférieur à celui d'autres pays européens, est en nette progression. La troisième enfin, de la Seconde Guerre mondiale aux années 1980, se caractérise à la fois par l'institutionnalisation du contre-pouvoir syndical et le différentiel du taux de syndicalisation avec les autres pays européens qui s'accroît.

Pour lui, il existe en Europe trois schémas différents à l'origine de l'essor du syndicalisme : au Royaume-Uni, les Trade Unions sont le point de départ de la constitution du Parti travailliste (1906), alors qu'en Allemagne c'est la social-démocratie qui est à l'origine de la constitution du mouvement syndical, pendant

qu'en France en 1906 le congrès d'Amiens de la CGT affirme un modèle syndicaliste révolutionnaire d'action directe. Ces trois modèles auront des conséquences durables, que l'on peut résumer à grands traits : le modèle allemand signifie centralisation, cogestion et négociation, le modèle britannique implique décentralisation et négociation collective, tandis que le syndicalisme d'action directe signifie conflit social et propagande pour la grève générale. De la même manière, l'auteur relève les grandes périodes du droit de grève en France (avant 1864, entre 1864 et la Seconde Guerre mondiale comme la reconnaissance d'un fait social, après 1945 comme institutionnalisation et régulation conflictuelle des rapports sociaux) qui recouvrent celles du syndicalisme. Cette dimension spécifique de l'histoire des luttes sociales est illustrée par un chapitre consacré à cette histoire chez les électriciens-gaziers et particulièrement au recours, différencié suivant les périodes, à la coupure de courant.

SYNDICALISME DE LUTTE CONTRE SYNDICALISME DE GESTION ?

Avec les années 1980 s'ouvre une quatrième période que l'auteur qualifie d'âge de la cogestion et de triomphe du syndicalisme d'accompagnement. Selon lui, le processus entamé par le recentrage de la CFDT au milieu des années 1970 se poursuit aujourd'hui à la CGT, plus particulièrement depuis l'arrivée de Bernard Thibault au poste de secrétaire général, dont il rappelle quelques déclarations et glissements de vocabulaire (« si la contestation est indispensable, elle n'est qu'un moment de l'action »). Il s'agit d'une véritable rupture avec le syndicalisme d'action directe et de transformation sociale acté en 1906 lors du congrès d'Amiens. La conclusion est plutôt pessimiste car selon l'auteur « le mouvement syndical

de plus en plus étroitement intégré à la société est orienté vers l'abandon de l'accomplissement d'un projet politique autonome... ».

Ce livre est un outil indispensable pour comprendre pourquoi le taux de syndicalisation est si faible, pourquoi il est si difficile pour les jeunes et les femmes de s'investir dans le militantisme syndical, pourquoi malgré l'échec des journées d'action à répétition sans plan d'action depuis maintenant des décennies, c'est toujours cette tactique qui est invariablement proposée par les directions des grandes confédérations syndicales. Toutefois, les choix opérés par l'auteur le conduisent à négliger des éléments importants de résistance à l'intégration des syndicats. Ainsi, il n'analyse pas l'action de l'opposition interne à la CFDT, qui va déboucher pour une partie sur la construction de syndicats SUD et la structuration de l'union syndicale Solidaires. Dans le même ordre d'idée, il n'aborde pas la fin de la FEN et la création de la FSU. Et il accorde également trop peu d'importance aux vifs débats à l'intérieur même de la CGT, malgré l'absence d'une opposition structurée à l'orientation confédérale, tant sur la position à adopter face au Traité constitutionnel européen que sur la question de la grève reconductible lors du conflit des retraites. Tout cela démontre qu'il existe dans le mouvement ouvrier des forces importantes qui résistent à la fois aux attaques du capital et au processus de recentrage des directions des grandes confédérations syndicales. Pour le NPA, c'est une des raisons d'espérer dans une situation pourtant difficile pour le mouvement ouvrier ! □

1. Stéphane Sirot, *La Grève en France, une histoire sociale (XIX^e-XX^e siècle)*, Odile Jacob, 2002

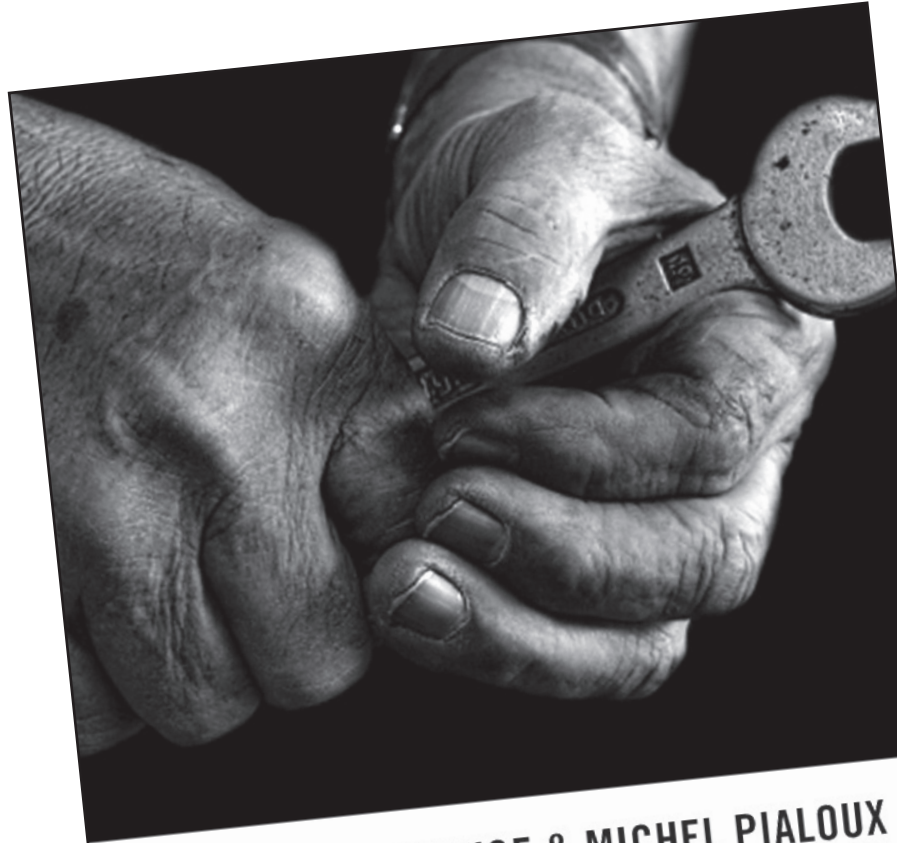
Itinéraire d'un OS

PAR GEORGES UBBIALI

Le livre de Christian Corouge est un grand et important ouvrage. Il représente sans doute le meilleur de ce qu'une sociologie critique est en mesure d'apporter à un public large, curieux et engagé. Comme le sous-titre l'indique, il s'agit de la retranscription d'un dialogue entre un sociologue (Pialoux) et un ouvrier, OS durant toute sa vie de travailleur. L'essentiel est composé par la retranscription des entretiens conduits durant les années 1983-1986, auxquels s'ajoute une postface réalisée, toujours sous forme de dialogue, en novembre 2010, quelques mois avant que Corouge ne parte en retraite. Ces entretiens avaient donné lieu à un rapport de recherche pour le ministère du Travail (*Le militantisme ouvrier aux usines Peugeot-Sochaux dans les années 1970-1980*», 600 pages) qui est demeuré à l'état de littérature grise. Une partie avait été publiée sous la forme d'une «Chronique Peugeot» en 1984-1985, dans la revue de sociologie, *Les actes de la recherche en sciences sociales*, éditée par Pierre Bourdieu.

On l'a compris, l'essentiel de ce travail remarquable porte sur une période bien antérieure à l'actuelle, la fin des années 1970 et le début des années 1980. Une bonne trentaine d'années après, au-delà de l'indéniable aspect archéologique, quel est alors l'intérêt de cet ouvrage, si tant est qu'il en présente un ? Si l'on prend la peine de présenter en détail le livre, le lecteur doit se douter que la réponse est de l'ordre du positif.

Plusieurs aspects doivent être mentionnés. Tout d'abord, le lieu dans lequel se déroule le récit se situe en périphérie de l'histoire ouvrière, telle qu'elle s'est constituée dans l'Hexagone. En effet, tant la sociologie que l'histoire qui se sont penchées sur cet aspect ont privilégié les usines Renault. Et ce pour de multiples raisons : il faut mentionner que le site historique, celui de Billancourt,



CHRISTIAN COROUGE & MICHEL PIALOUX

Résister à la chaîne
Dialogue entre un ouvrier de Peugeot
et un sociologue

AGONE
MÉMOIRES SOCIALES

Christian Corouge & Michel Pialoux
RÉSISTER À LA CHAÎNE. DIALOGUE
ENTRE UN OUVRIER DE PEUGEOT
ET UN SOCIOLOGUE
Marseille, Agone, 2011, 463 p. 23 €

sur l'Île-Saint-Louis, est situé à Paris même. Il est plus facile aux érudits de franchir la Seine que de traverser la France. Ensuite, en tant qu'usine nationalisée à la Libération, Renault a servi de laboratoire pour bon nombre de modifications du processus de travail (mensualisation des salaires, allongement des congés payés, par exemple). Ces transformations ont donné lieu à d'importants travaux, références incontournables de la sociologie du travail (par exemple *L'évolution du travail aux usines Renault* de Alain Touraine, 1955). Le site de Peugeot à Sochaux (Doubs, dans l'est de la France) a toujours joué un rôle périphérique dans l'intérêt des enquêteurs, même si un mouvement de rattrapage s'est effectué ces dernières années¹. Avec ce livre, c'est la vie ouvrière dans la plus grande usine de France qui est abordée. Le second intérêt repose sur la méthode choisie tout au long de l'ouvrage. En effet, le livre se présente comme un dialogue, ce qui permet un accès très aisé pour le lecteur. Le texte est écrit dans une langue fluide et accessible, bien que le fond du propos soit très sérieux. Cela renvoie à la conception de la sociologie illustrée ici : celle d'un rapport égalitaire entre l'enquêteur et l'enquêté. Le sociologue ne se prétend pas en position de surplomb à l'égard de l'ouvrier, dispensateur d'informations. C'est bien un échange, sur un pied d'égalité, où la connaissance et l'analyse surgissent de l'interaction entre les deux personnes. La rencontre avec le sociologue permet à l'individu Corouge d'accéder à un statut d'analyste de son propre parcours. Le sociologue joue ainsi le rôle que la psychanalyse joue dans d'autres groupes sociaux, souvent éloignés des milieux populaires. Cette approche de nature ethnographique permet ainsi d'aborder ce qu'il y a de plus intime dans l'existence d'un homme, d'un militant. Le thème qui parcourt l'ensemble du livre est celui des conditions d'engagement pour un ouvrier qui, bien que muni de

diplômes professionnels, va effectuer toute sa vie comme OS. Là aussi, il s'agit d'un déplacement important, car l'essentiel des travaux portant sur le militantisme ouvrier repose sur la catégorie des ouvriers qualifiés (OQ). Résultat, ce que rapporte Corouge est bien souvent éloigné d'une histoire magnifiée du mouvement ouvrier. À travers son parcours, c'est un pan de l'histoire ouvrière méconnu, pour ne pas dire nié, qui se révèle. En effet, après un premier engagement au sein de la CGT, puis dans foulée du PCF, dans la période de l'après-68, son histoire personnelle va se brouiller. En 1984, son destin bascule. Corouge avait déjà été exclu du PCF en 1974 pour « activités fractionnelles ». Il avait participé à la diffusion d'un film, *Septembre chilien*, tourné par Bruno Muel, quelques jours après le coup d'État de Pinochet en septembre 1973. Dans ce film, une protagoniste du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) déclarait aux spectateurs français qu'il fallait se méfier de la bourgeoisie et qu'en cas d'accession de l'Union de la gauche au pouvoir en France, il faudrait vraisemblablement envisager des formes de défense armée. Sacrilège pour le PCF qui ostracisa le film. Pour s'y être opposé, Corouge fut exclu. Mais en 1984, la rupture s'étend aussi au syndicat. Se déroulent alors plusieurs années où le destin de Corouge sombre dans le rouge. Le rouge de l'alcool, du désespoir à l'égard des engagements de la gauche qui ne remplit pas ses promesses. Corouge s'éloigne, pendant plusieurs années, de tout engagement. À travers son destin singulier, c'est l'histoire de la gauche, du mouvement ouvrier, du déclin du PCF qui sont ici abordés. Ce que l'ouvrier témoin raconte par le menu de la vie au travail, des rapports qui se nouent sur la chaîne, des relations à la hiérarchie, du travail épuisant, répétitif et destructeur de la santé, c'est le hiatus (pas comblé à ce jour) entre les aspirations populaires et la représentation politique incarnée par la gauche

institutionnelle. On regrettera d'ailleurs que ce témoignage passe complètement à côté de la dissolution de la fédération du Doubs du PCF au milieu des années 1980 par la direction Marchais, cas rare dans l'histoire du courant communiste d'une fédération où l'opposition interne avait réussi à gagner la majorité. Durant ces années, Corouge vit une crise existentielle qui l'amène au vertige de l'alcoolisme, de la dépression et des tentatives de suicide. Crise très violente où le privé est ici directement politique. Il est rare de voir ainsi, sous une forme réflexive et non dans une espèce de pathos d'auto-apitoiement, côtoyer l'abîme d'un homme du commun. Cependant, Corouge finira, bien des années plus tard, par « reprendre du service », acceptant de nouveau d'être délégué du personnel dans son atelier, tout en élargissant ses activités au-delà de l'usine (FCPE comme parent d'élèves ou responsable dans une association de locataires). En effet, ainsi que le lecteur le comprend, il y a dans son parcours un « accident », exceptionnel, mais qui va lui fournir des ressources rares étant donné son milieu social. En effet, comme il le raconte longuement, Corouge va faire la connaissance dans le courant des années 1970 d'un personnage décisif pour lui. À cette période, une rencontre improbable a lieu entre des intellectuels et des ouvriers militants, parallèlement à Besançon dans le prolongement de la grève de 1967 de la Rhodia et à Sochaux. Avec l'aide de cinéastes, les groupes Medvedkine vont voir le jour et réaliser plusieurs films militants (voir le DVD, *Les groupes Medvedkine*, Montparnasse-Iskra, 2006, ainsi que le témoignage du couple Muel²). Corouge participe activement à ce mouvement (il joue dans plusieurs des films du groupe Medvedkine), gagnant par là même une émancipation culturelle et un accès à la réflexion intellectuelle. Cette rupture dans son parcours

l'amène à questionner les rapports du groupe des OS aux autres catégories ouvrières et à s'interroger, notamment, sur la question de délégation. Pourquoi les OS n'accèdent-ils que trop rarement à la parole ? Comment faire, dans la pratique syndicale, pour que la parole syndicale puisse être appropriée par les plus démunis parmi les groupes ouvriers ? Autant de questions essentielles, qui sont évidemment d'une brûlante actualité si l'on envisage que la rupture avec l'aliénation capitaliste doit être l'œuvre des opprimés eux-mêmes. On le constate, par le retour réflexif sur son parcours, grâce à la dynamique d'entretien, l'OS pose des questions qui sont au cœur d'une stratégie d'émancipation. Ce livre dense nous plonge au cœur de l'évolution, des difficultés et des contradictions d'une pensée ouvrière, plus vivante que jamais si l'on en juge par les récentes grèves de l'automobile dans l'usine Toyota à Onnaing. Cette lecture renvoie donc à l'actualité la plus récente. □

1. Hatzfeld Nicolas, *Les gens d'usine. Peugeot-Sochaux, 50 ans d'histoire, Atelier, 2002*; Hatzfeld N., Durand J.-Pierre, *La chaîne et le réseau. Peugeot-Sochaux, ambiance d'intérieur, Pages deux, 2002. Sur le mouvement ouvrier, on lira la thèse d'histoire, non publiée, de Claude Cuenot, Ouvriers et mouvement ouvrier dans le Doubs de la première guerre mondiale à la fin des années cinquante, Université de Dijon, 1993, le travail sociologique de Beaud Stéphane, Pialoux M., Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard, 10-18, 2005, le témoignage de Marcel Durand, Grain de sable sous le capot, Agone, 2006, initialement publié aux éditions La Brèche ou, enfin, sous une forme romanesque, l'émouvant livre de Goux J.-Paul, L'enclave, Actes Sud, 2003*

2. Muel Bruno, Muel-Dreyfus Francine, « Week-end à Sochaux (1968-1974) », in Dammame D., et alii, dir., *Mai-juin 1968, Atelier, 2008. Lire aussi l'entretien de C. Corouge, « Un cinéma militant », Regards sociologiques, 2003, n° 24, disponible en ligne.*

LA TERRE, DES MYTHES A

PAR SAMY JOHSUA

La Terre tourne sur elle-même et autour du Soleil. Elle est âgée d'environ 4,5 milliards d'années. Deux énoncés désormais largement connus du public (au moins pour le premier). Simplicité trompeuse : comment le sait-on ? À travers d'énormes difficultés, détours, fausses pistes et impasses, sur des millénaires. Où la pensée a dû s'émanciper des grands récits fondateurs, mais aussi du « bon sens », inévitable, indispensable mais... trompeur. Faut-il être farceur, en se levant le matin face au Soleil, pour défendre que « la Terre bouge » ? Et pourtant...

Ce prix payé, pourquoi finalement, si la science ne dit rien de la nature proprement dite, si elle n'est qu'un récit comme les autres, celui d'un réseau influent faisant jouer son rapport de forces ?

Le livre de Hubert Krivine se lit à deux niveaux. D'abord celui des modèles scientifiques se dégageant peu à peu des matrices religieuses ou mythiques (les descriptions des théories antiques sont particulièrement précieuses dans le livre), puis luttant entre eux en fonction de nouveaux outils théoriques et expérimentaux. Objectif largement atteint puisque la lecture est aisée sans recours excessif à la métaphore ou à l'esquive des difficultés. On y voit poindre ce respect constant devant les tâtonnements. En effet, à qui connaît la fin (provisoire) de l'histoire, que les choses paraissent simples ! Mais pour qui la construit, c'est une autre affaire. Hubert Krivine montre admirablement comment les régions des sciences et des mathématiques viennent se combiner (se contredire ou s'épauler) sans possibilité de plan pré-établi. Ainsi la physique vient d'abord rendre presque impossible l'évolution des espèces à la Darwin. Voilà le célèbre Thomson (ennobli sous le nom de Lord Kelvin) qui établit apparemment de manière définitive que la Terre a entre

20 et 40 millions d'années (avec un âge du Soleil de l'ordre de 100 millions d'années). Bien sûr, cela ruine les datations bibliques. Mais « ce n'était pas tant les datations de Darwin qu'il s'agissait de ruiner (celles de Kelvin, bien que plus courtes, n'étaient pas non plus compatibles avec une lecture littérale de la Bible) que sa théorie de l'évolution considérée comme une abomination : elle faisait, disait-on, descendre l'homme du singe ! Elle rabaisait l'histoire d'Adam et Ève ainsi que le péché originel à l'état de mythe. » Darwin privé de l'appui de la physique sera pourtant sauvé par elle. Avec la prise en compte de la radioactivité (et l'abandon de l'hypothèse de la Terre comme une boule rigide), l'âge de Terre bondit brutalement. Un autre physicien célèbre, Rutherford, affronte, pas plus rassuré que ça, le vieux Kelvin. Mais, rapporte Krivine, il se lance : « Lord Kelvin a donné une limite supérieure de l'âge de la Terre, sous la condition qu'on ne découvre pas de source de chaleur nouvelle. Cette possibilité prophétiquement annoncée, c'est précisément notre sujet d'aujourd'hui, le radium ! Voyez ! Le vieil homme me gratifia d'un sourire ». Ce sourire, explique Krivine, c'est celui du débat scientifique, le va-et-vient sans fin entre modèle et expérience. Dans lequel, comme le dit Brecht, « la séduction est trop grande, qui émane d'une preuve ». Même Kelvin, qui voit s'effondrer sa datation, y succombe. Mais ne l'eût-il point fait (et la vie courante des laboratoires montre des débats bien moins idylliques), serait-il personnellement resté accroché au modèle ancien, au final « la séduction d'une preuve » ferait son œuvre.

C'est ainsi qu'il y a un autre objet au livre, celui de soutenir ce que Jacques Bouveresse (grand spécialiste du philosophe Ludwig Wittgenstein) dit dans sa chaleureuse préface : « En d'autres termes, il n'existe

réellement aucun moyen honnête de transformer l'idée qu'une quantité innombrable de choses fausses ont réussi à se faire accepter temporairement comme vraies et même, dans certains cas, comme scientifiques en un argument susceptible d'être utilisé contre l'idée de vérité elle-même. »

Ces objectifs sont résumés par Krivine :
 « - contribuer à faire entrer la culture scientifique dans la culture tout court (et réciproquement) ;
 - montrer comment et pourquoi les savants de la Renaissance, tous bons chrétiens, ont été contraints d'abandonner la lecture littéraliste des textes sacrés ;
 - réhabiliter la notion réputée naïve de vérité scientifique, contre l'idée que la science ne serait qu'une opinion socialement construite. »¹

Et tout ceci n'est jamais bien loin d'un enjeu politique chez Hubert Krivine. Hostile au scientisme, il l'est surtout, dans le contexte, à la virulente critique de la portée de la science en tant que telle : « Lorsqu'il conduit à l'équivalence méthodologique entre science et religion (voire magie), le relativisme scientifique ouvre une voie royale aux conservatismes religieux : quel poids ont les objections opposées par les scientifiques (alors baptisés scientifiques), puisqu'on peut faire dire n'importe quoi à la science ? L'histoire des controverses sur l'étude de la Terre infirme cet aphorisme, même s'il est arrivé à certains moments que des scientifiques disent (et la science, dans ses applications, fasse) n'importe quoi. Misère intellectuelle souvent nourrie par la misère tout court, la résurgence des divers fondamentalismes religieux rend étonnamment actuels l'argumentation de Galilée et l'apport de Darwin. » C'est en guise de travaux pratiques ce que montre le livre. D'un côté, la modeste faiblesse

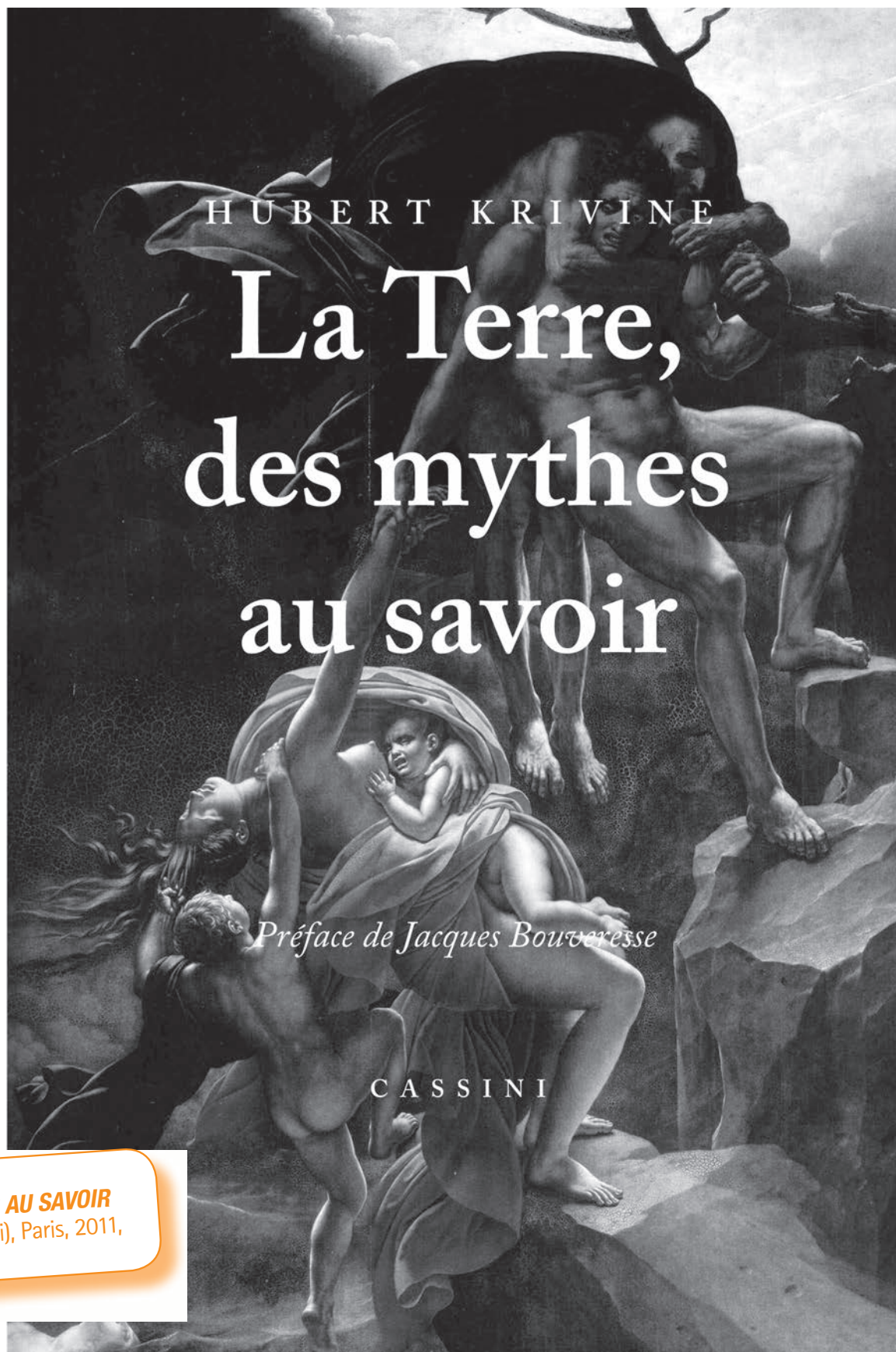
Mais la vieille qui de sa main rude, le soir avant un voyage, donne au mulet une botte de foin de plus ; le marin qui, lorsqu'il achète les vivres de bord, prévoit la tempête et le calme plat ; l'enfant qui enfonce son bonnet quand on lui a montré qu'il peut pleuvoir, ces gens-là sont mon espérance, ces gens-là entendent raison. Oui, j'ai confiance en la douce contrainte de la raison sur les hommes. La séduction est trop grande, qui émane d'une preuve. Presque tous y succombent, à la longue, tous. Penser fait partie des plus grands plaisirs de la race humaine.

Bertolt Brecht, la Vie de Galilée

AU SAVOIR

et la faillibilité de la science (comme se le demande l'auteur, «*Pourquoi ces variations ... dans l'estimation de l'âge devraient-elles cesser?*»). De l'autre son incomparable puissance comparée à d'autres niveaux de production intellectuelle humaine. □

1. *Vieille affaire, comme le montre la citation suivante:*
 «Naguère un brave homme s'imaginait que, si les hommes se noyaient, c'est uniquement parce qu'ils étaient possédés par l'idée de la pesanteur. Qu'ils s'ôtent de la tête cette représentation, en déclarant que c'était là une représentation religieuse, superstitieuse, et les voilà désormais à l'abri de tout risque de noyade. Sa vie durant, il lutta contre cette illusion de la pesanteur dont toutes les statistiques lui montraient, par des preuves nombreuses et répétées, les conséquences pernicieuses.»
Friedrich Engels et Karl Marx, avant-propos à l'Idéologie allemande, 1845-1846



HUBERT KRIVINE
LA TERRE, DES MYTHES AU SAVOIR
 Vuibert (collection Cassini), Paris, 2011,
 322 pages, 26 euros

